

LE SUD DANS LE SYSTEME MONDIAL

Ils sont nombreux dans l'histoire les systèmes qui, n'étant parvenus à se réformer, sombrent et quittent brutalement la scène. L'extrême rigidité qui caractérise les comportements des institutions de Bretton Woods, le discours de leurs responsables toujours connu d'avance tant il est stéréotypé, inapte à admettre des points de vue autres que ceux qui ont le vent en poupe dans les cercles dominants, condamnent-ils ces institutions à une faillite peu glorieuse ? Ou bien les vrais patrons, le G7 dont les institutions en question ne sont après tout que des exécutants, voudront-ils et pourront-ils imposer les réformes « nécessaires » ?

Formuler l'alternative dans ces termes c'est ramener la question des réformes en question à sa juste place. Substituer à un faux débat drapé dans les banalités bien connues concernant la « mondialisation incontournable » et masqué par des argumentations qui se proclament « scientifiques, techniques, objectives et non idéologiques » (qui est le débat dans lequel on voudrait nous enfermer) un débat véritable sur les visions du présent et de l'avenir des forces dominantes à l'échelle mondiale, de leurs stratégies et des conflits qui les opposent entre elles, des résistances de leurs victimes et des échecs que ces stratégies pourraient essuyer de ce fait. Autrement dit voir que le débat concernant les réformes en question est subalterne et dérivé d'un autre débat, majeur, généralement évacué de la discussion et que je formulerais de la manière suivante : quel système mondial la triade veut-elle imposer ? Ses trois composantes —les Etats Unis, les pays de l'Union Européenne, le Japon — partagent-elles la même vision de ce qui doit être ? Et, en contre point quel système mondial serait possible et souhaitable ? Quelles en sont les conditions ?

J'ai bien dit ici les pays de l'Union Européenne et non l'Union Européenne. Car d'évidence si l'Union Européenne a bel et bien une existence réelle comme marché unique, elle n'a pas encore donné la preuve de son existence comme force politique unifiée ayant ses propres visions et stratégies. Elle a plutôt jusqu'ici donné la preuve du contraire, c'est à dire que les Etats qui la composent ont des points de vue qui leur sont propres et que, du fait de ces divergences, ne se retrouvent que lorsque ces points de vue sont effacés par leur alignement sur ceux de Washington.

Dans ces conditions on serait tenté de conclure qu'une réforme sérieuse des institutions de Bretton Woods n'est pas à l'ordre du jour. S'agit-il alors seulement de « bavardages », qui ne menacent pas les bureaucraties des institutions en question ?

Avec une note d'humour britannique c'est ce que conclut Percy Mistry (Président d'Oxford International, une société privée d'investissement — « Reforming the IMF and World Bank » — Wilton Park Conference, 16-19 Mars 1999) qui constate que les responsables des institutions de Bretton Woods se sont octroyés une « immunité » qui les libèrent de toute responsabilité. Les propositions de Tony Blair qui suggère la fusion de la Banque Mondiale et du FMI au sein d'une même institution qui assurera la prééminence du politique sur l'économie mondiale n'inaugurent rien de bien nouveau quand on sait à quel point les visions politiques du souriant Premier britannique épousent rigoureusement tous les contours de la stratégie des Etats Unis. Ce n'est certainement pas le trio Clinton - Blair — Schroder qui fera avancer une « troisième voie » digne de ce nom !

Cela étant, je ne dis pas que les institutions de Bretton Woods sont aujourd'hui ce qu'elles étaient lors de leur création. Non. Ces institutions ont une histoire, ont changé au cours de celle-ci, se sont « adaptées » à des situations nouvelles, donc d'une certaine manière – formelle ou informelle – ont connu des « réformes ». Mais celles-ci, comme on le verra, ne peuvent être comprises que par référence à l'évolution des stratégies déployées par les forces dominantes – et singulièrement les Etats Unis – en réponse à l'évolution des équilibres (ou déséquilibres) qui ont caractérisé chacune des phases successives du dernier demi-siècle.

1. De l'essor de l'après guerre à la crise (1945-1995)

L'objet de cette intervention ne porte pas sur l'analyse de ce demi siècle 1945-2000, sur laquelle d'ailleurs je me suis abondamment exprimé ailleurs. Mais il va de soi qu'un rappel bref des conclusions de cette analyse s'impose pour éclairer à la fois le passé des institutions de Bretton Woods et la nature des problèmes qui leur sont posés aujourd'hui.

La phase considérée toute entière est celle d'une hégémonie des Etats Unis, qui s'affirme d'ailleurs aujourd'hui plus que jamais, même si, d'une certaine manière, elle est en crise. Dire cela implique un concept d'hégémonie et, dans l'analyse théorique qui est la mienne celle-ci est à la fois multidimensionnelle, relative et toujours menacée.

Multidimensionnelle au sens qu'elle n'est pas seulement économique (productivité supérieure dans les secteurs clés de la production, initiative dans l'invention technologique, poids décisif dans les échanges commerciaux mondiaux, maîtrise de la devise clé du système etc. ...) mais également politique et idéologique (voire culturelle) comme militaire.

Relative car tous les pouvoirs en place à travers le monde n'obéissent pas forcément au doigt et à l'œil à des « ordres » donnés par la puissance dominante. L'économie capitaliste mondiale n'est pas un Empire monde gouverné par un centre unique. Le centre hégémonique doit nécessairement passer des compromis avec les autres, fussent-ils en position de dominés, a fortiori s'ils refusent cette position. De ce fait l'hégémonie est toujours menacée par l'évolution des rapports de force, économiques et autres, entre les partenaires du système mondial. Ma lecture de l'histoire du capitalisme n'est pas celle d'une succession d'hégémonies, mais de phases brèves d'hégémonie visible (Grande Bretagne de 1850 à 1880, Etats Unis depuis 1945) et de longues phases de conflits sans hégémonie, ce qui fut le cas de 1880 à 1945 et est peut être en voie de le devenir à nouveau (les thèses relatives à cette question essentielle seront discutées plus loin).

La périodisation du demi-siècle considéré dépendra donc de la dimension principale choisie pour son analyse.

Si l'on retient la dimension économique au sens étroit du terme, mesurée approximativement par le PIB per capita, la productivité apparente du travail, les tendances structurelles de la balance commerciale, on en conclura que l'hégémonie américaine, écrasante en 1945, a été dépassée dès les années 1960 et 1970 par le brillant rattrapage européen et japonais. S'il fallait retenir une date significative du tournant je proposerais 1971 – date de l'abandon de la convertibilité du dollar. Les Européens ne cessent de le rappeler, dans des termes bien connus : l'Union Européenne constitue la première force économique et commerciale à l'échelle mondiale etc. ... Affirmation qui est un peu rapide

sur plusieurs plans. D'abord, s'il y a bien un marché européen unique, voire l'amorce d'une monnaie unique, « une » économie européenne n'existe pas (ou pas encore). Il n'y a pas un « système productif européen », comme il existe un système productif des Etats Unis. Les économies mises en place en Europe par la constitution des bourgeoisies historiques des Etats concernés et le façonnement dans ce cadre de systèmes productifs nationaux autocentrés (même s'ils sont simultanément ouverts et même agressivement ouverts) sont demeurées largement telles. Il n'y a pas de transnationales européennes, mais exclusivement des transnationales britanniques, allemandes, françaises etc. ... Les seules exceptions ont été le produit de coopérations inter Etats dans le secteur public, dont Airbus est le prototype (et cette observation est importante parce qu'elle rappelle le rôle décisif de l'action et du secteur publics dans la transformation éventuelle des structures). Il n'y a pas d'interpénétration des capitaux nationaux, ou plus exactement cette interpénétration n'est pas plus dense dans les rapports intra européens que dans ceux que chacune des nations européennes entretient avec les Etats Unis et le Japon. Si donc les systèmes productifs européens sont érodés, affaiblis par ladite « interdépendance mondialisée », au point que les politiques nationales perdent une bonne partie de leur efficacité, c'est précisément au bénéfice de la mondialisation et des forces qui la dominent et non à celui d'une « intégration européenne », encore presque inexistante.

Si l'on prend en considération d'autres aspects de la vie économique, comme l'innovation technologique ou la place tenue par la monnaie nationale dans le système monétaire international, l'asymétrie entre les Etats Unis et l'Union Européenne s'accuse. On peut être en discuter concernant l'innovation technologique, encore que la supériorité militaire des Etats Unis demeure le véhicule principal d'un avantage nord américain difficile à contester. Or la recherche militaire produit des effets civils décisifs (voir Internet par exemple). Concernant les avantages que représentent pour les Etats Unis l'usage du dollar comme moyen de règlement international dominant (ce qui leur permet de soutenir un déficit permanent de leurs balances extérieures, atténuant par la même les conséquences d'une perte de compétitivité sur les marchés mondiaux), ceux-ci ne paraissent pas menacés par l'Euro. Mon point de vue est que, tant qu'il n'y aura pas « une » économie européenne intégrée, l'adoption de l'Euro comme monnaie commune restera fragile et menacée et l'Euro aura des difficultés à supplanter le dollar à l'échelle mondiale.

Dès lors qu'on élargit l'analyse à l'ensemble des dimensions du problème, en plaçant l'accent sur les équilibres sociaux internes propres aux différentes nations et régions du monde sur la base desquels le système se reproduit, l'après guerre paraît être clairement divisé en deux périodes, celle de l'essor (1945-1975) et celle de la crise (à partir de 1968-1973-1975). (Cf. Mondialisation et Accumulation, Introduction et Conclusion).

L'essor au cours de la première période a été fondé selon l'analyse que j'en propose, sur la complémentarité des trois projets sociétaires de l'époque, à savoir (i) en Occident le projet de l'Etat de bien être de la social-démocratie nationale, assoyant son action sur l'efficacité de systèmes productifs nationaux interdépendants ; (ii) le projet que j'ai intitulé « projet de Bandoung » de la construction nationale bourgeoise à la périphérie du système (l'idéologie du développement) » ; (iii) enfin le projet soviétiste d'un « capitalisme sans capitalistes », relativement autonomisé par rapport au système mondial dominant.

Durant cette première période les institutions internationales ont rempli des fonctions évidentes, associées à l'essor en question. Elles ont facilité la mondialisation en progrès, sans remettre en cause par principe l'autonomie de chacune des trois composantes du

système, même si, presque par nature, leurs interventions ont toujours fait pencher la balance à droite, c'est à dire contribué à éroder les avantages sociaux que les peuples avaient tiré de la double défaite du fascisme et du colonialisme qui inaugurerait la période.

La seconde période est, par contre, celle de l'érosion d'abord, puis de la crise et de l'effondrement des systèmes sur lesquels reposait l'essor antérieur. La période, qui est loin d'être close, n'est donc pas celle de la mise en place d'un nouvel ordre mondial, comme on se plaît à le dire trop souvent et trop vite, mais celle d'un chaos qui est loin d'être surmonté. Je replacerai donc dans ce cadre les actions des institutions internationales concernées à partir de 1970. Celles-ci ne répondent donc pas, selon mon analyse, à une stratégie positive d'expansion du capital, mais cherchent seulement à en gérer la crise. Elles n'y parviendront pas, parce que le projet « spontané » produit par la domination immédiate du capital, en l'absence de cadres que lui imposeraient les forces de la société par des réactions cohérentes et efficaces, reste une utopie, celle de la gestion du monde par ce qu'on appelle « le marché », c'est à dire les intérêts immédiats, à court terme, des forces dominantes du capital.

La crise s'exprime par le fait que les profits tirés de l'exploitation capitaliste ne trouvent pas de débouchés suffisants dans des investissements rentables susceptibles de développer les capacités de production. La gestion de la crise consiste à trouver « d'autres débouchés » à cet excédent de capitaux flottants, de manière à éviter leur dévalorisation massive et brutale, comme cela s'était produit dans les années 1930. La solution à la crise impliquerait par contre la modification des règles sociales commandant la répartition du revenu, la consommation, les décisions d'investissement, c'est à dire un autre projet social - cohérent - que celui fondé sur la règle exclusive de la rentabilité. La crise ne trouve de solution que si donc, et lorsque, les forces sociales « anti systémiques » imposent au capital des contraintes extérieures à sa logique propre.

La gestion économique de la crise est d'abord évidemment le fait des gouvernements qui agissent sur le plan interne, propre à leur Etat, d'une manière qui vise systématiquement à « déréguler » comme ils qualifient eux-mêmes leur option : affaiblir les « rigidités » syndicales, les démanteler si possible, libéraliser les prix et les salaires, réduire les dépenses publiques (notamment les subventions et les services sociaux), privatiser, libéraliser les rapports avec l'extérieur etc. ... « Déréguler » est d'ailleurs un terme trompeur. Car il n'y a pas de marchés dérégulés, sauf dans l'économie imaginaire des économistes « purs ». Tous les marchés sont régulés, et ne fonctionnent qu'à cette condition. La seule question est de savoir par qui et comment ils sont régulés. Derrière l'expression de dérégulation se cache une réalité inavouable : la régulation unilatérale des marchés par le capital dominant.

La recette est la même pour tous et sa légitimation fondée sur la même dogmatique, vague à outrance : la libéralisation « libérerait » un potentiel d'initiative « brimé par l'interventionnisme » et remettrait la machine économique sur les rails de la croissance, de surcroît ceux qui libéraliseraient plus vite et plus totalement gagneraient de ce fait une « compétitivité » renforcée sur les marchés mondiaux ouverts. Bien entendu le fait que, comme Marx et Keynes l'avaient compris, la libéralisation en question enferme l'économie dans une spirale « déflationniste » de stagnation et s'avère ingérable au plan mondial, multipliant les conflits qu'elle ne peut pas régler, est gommée au bénéfice de la répétition incantatoire que le libéralisme préparerait un développement (à venir) dit « sain ». Sur la base de quels critères jugera-t-on ce caractère ? Nul ne le sait.

La mondialisation capitaliste exige que la gestion de la crise opère à ce niveau. Cette gestion doit faire face à l'excédant gigantesque de capitaux flottants qui génère la soumission de la machine économique au critère exclusif du profit. La libéralisation des transferts internationaux de capitaux, l'adoption de changes flottants, les taux d'intérêts élevés, le déficit de la balance des paiements américaine, la dette extérieure du tiers monde, les privatisations constituent ensemble une politique parfaitement rationnelle qui offre à ces capitaux flottants le débouché d'une fuite en avant dans le placement financier spéculatif, écartant par là même le danger majeur, celui d'une dévalorisation massive de l'excédant de capitaux. On se fera une idée de l'énormité de la grandeur de cet excédant en rapprochant deux chiffres : celui du commerce mondial, qui est de l'ordre de 3.000 milliards de dollars par an et celui des mouvements internationaux de capitaux flottants, qui est de l'ordre de 80 à 100.000 milliards, soit trente fois plus important.

La gestion capitaliste de la crise fait des victimes, bien entendu, d'une manière générale les classes populaires et les sociétés les plus vulnérables du système mondial. Celles-ci sont soumises à ce que les institutions de Bretton Woods ont qualifié « d'ajustement structurel ». Terme tout à fait impropre puisqu'il ne s'agit que d'un ajustement conjoncturel dont l'objectif exclusif est d'assurer le service de la dette ; un ajustement de surcroît unilatéral – celui des faibles soumis aux logiques fonctionnant au profit exclusif des forts – alors que la sortie de la crise (et non sa seule gestion) exigerait des ajustements multilatéraux des uns et des autres. Les dévastations sociales et politiques produites par cette gestion de la crise sont trop connues pour que j'y revienne ici.

J'envisagerai maintenant, dans ce cadre, les fonctions remplies par les institutions de Bretton Woods, successivement dans la phase d'essor de l'après guerre (1945-1971) puis dans la gestion de la crise (1971-1995).

2. Le Fonds Monétaire International

A l'origine le FMI avait le mandat d'assurer la stabilité monétaire dans une économie mondiale ouverte se substituant à l'étalon or qui avait rempli ces fonctions avec succès jusqu'à la première guerre mondiale. Dans la première période de son existence le FMI a donné l'impression d'une certaine efficacité, contribuant au rétablissement de la convertibilité des monnaies européennes (1948-1957) puis à l'ajustement de ces économies (1958-1966). Mais à partir de 1967, il échoue à maintenir la stabilité, en dépit de la création des droits spéciaux DTS (à partir de cette date les ajustements de parité se succèdent : dévaluation de la livre et du franc, réévaluation du mark et du yen, flottement du prix de l'or etc. ...). Lorsque le système de flottement général des monnaies a été adopté, à partir de 1973, on peut dire que le mandat de Bretton Woods a pris fin.

L'existence du FMI était alors remise en cause de ce fait même. L'institution a survécu grâce à des fonctions nouvelles : la gestion de l'ajustement structurel unilatéral des pays en développement puis, à partir de la fin des années 1980 l'intervention dans les pays de l'Est s'assignant l'objectif de leur réintégration dans le système monétaire international.

(i) Le FMI (comme l'autre institution de Bretton Woods, la Banque Mondiale) a été conçu de manière à assurer aux Etats Unis un contrôle sans partage sur ces interventions. A cette fin les Etats Unis ont préféré une institution affaiblie (en rejetant l'option Banque Centrale Mondiale défendue par Keynes) mais dépendante d'eux, à une

institution plus efficace, mais dont ils auraient dû partager la responsabilité avec d'autres. C'est pourquoi les ressources du FMI ont toujours été limitées, en dépit de ses emprunts. Le FMI peut remplir peut-être, si on le désire, des fonctions de « catalyseur » (en définissant par exemple les règles de la conditionnalité), mais guère plus.

(ii) Si le FMI, en dépit de la logique de son mandat, n'est jamais parvenu à s'imposer aux grandes puissances capitalistes, qu'elles soient excédentaires ou déficitaires (notamment les Etats Unis) en les contraignant à des réajustements structurels aussi durs que ceux qu'il impose aux pays du tiers monde, c'est bien pour la raison invoquée dans le paragraphe précédent.

(iii) Les politiques d'ajustement imposées unilatéralement aux partenaires du tiers monde répondent à ces exigences de gestion de la crise. Il ne s'agit pas « d'erreurs » ou de divagations produites par l'adhésion à une idéologie absurde. Le FMI, n'a rien fait pour empêcher l'endettement excessif des années 1970 parce que cet endettement était fort utile, comme moyen de gérer la crise et la surabondance de capitaux oisifs qui l'accompagnait. La logique de l'ajustement veut donc que prévale la liberté des mouvements de capitaux, fut-ce au prix de la contraction de la demande par la réduction des salaires et des dépenses sociales, la libéralisation des prix et la suppression des subventions, les dévaluations etc. ... et donc d'un recul des perspectives de développement. Les discours d'usage tenus par ces mêmes institutions qui dans les faits font prévaloir la gestion de la crise sur toute autre considération, les larmes qu'elles versent à cette occasion sur les « pauvres », les incantations en faveur d'une « relance de l'offre » ne sont rien d'autre que des discours. Il n'y a pas lieu de leur accorder la moindre crédibilité.

(iv) Les interventions dans les pays de l'Est répondent à une logique politique. La brutalité des mesures vise des objectifs politiques clairs : le démantèlement des appareils productifs des pays de l'Europe de l'Est et de l'ex URSS, de manière à les réintégrer dans le capitalisme mondial en qualité de périphéries subordonnées et non de partenaires égaux, comme elle vise la démoralisation des classes travailleuses et le renforcement des nouvelles bourgeoisies comprador. Elle s'emploie également à démanteler les pays en question – URSS, Russie, Yougoslavie, Tchécoslovaquie – et à briser les solidarités économiques entre eux. C'est pourquoi, alors que le Plan Marshall avait soutenu l'amorce de la constitution de ce qui deviendra plus tard l'Europe de la CEE, encourageant la coopération entre les pays de la région, la politique occidentale s'est employée ici, en Europe de l'Est, à accélérer la désagrégation de l'ex CMEA (appelé Comecom), fut-ce évidemment en rendant la reconversion des économies de la région plus difficile. Je fais observer à cet égard que les solutions préconisées sont brutales à l'extrême puis qu'on veut rétablir la convertibilité des monnaies en une ou quelques années au plus, alors que l'Europe de l'Ouest a mis quinze ans après 1945 pour y parvenir.

3. La Banque Mondiale (et les autres grandes institutions internationales de financement du développement)

Il s'agit ici d'une constellation d'institutions, dont celle créée à Bretton Woods (la BIRD à l'époque, s'élargissant progressivement en Banque Mondiale par la création de l'AID), celles créées par les Nations Unies (le PNUD, les institutions spécialisées, FAO, UNESCO, ONUDI, CNUCED, les commissions régionales etc. ...) et celles associées à la construction européenne (les accords CEE-ACP etc. ...). L'ensemble de ces institutions

ont connu leur beaux jours à « l'époque de Bandoung » (de 1955 à 1975), lorsque triomphait l'idéologie du développement. Elles sont entrées en crise lorsque le projet national bourgeois qui définit Bandoung s'est érodé puis effondré et que simultanément le système de l'accumulation du capital entrainé en crise à l'échelle mondiale.

Par le volume global des fonds gérés la Banque Mondiale vient largement en tête du groupe, avec 290 milliards de dollars de transferts opérés par ses soins de l'origine à 1992, un volume d'engagements annuels qui aujourd'hui dépasse les vingt milliards. Il faut leur ajouter les quelques onze milliards annuels désormais déboursés par les Banques régionales de développement. Par comparaison l'ensemble du système des Nations Unies reste marginal : six milliards d'engagements en 1990. Lorsque ce système a tenté de s'ériger en « rival » de la Banque Mondiale, comme l'IFDA (Fonds pour le Développement de l'Agriculture créé par la FAO en 1978), il a dû finir par capituler.

Il reste que les institutions de l'ONU ont rempli des fonctions politiques et idéologiques essentielles qui ont précisément été au service du projet de Bandoung des pays du tiers monde, entre 1955 et 1975. Le rôle de l'ECLA et de Paul Prebisch, pionnier de ce qui allait devenir l'idéologie du développement, celui de la CNUCED qui a largement contribué à permettre la cristallisation du projet de NOEI proposé en 1975 par l'ensemble du tiers monde, n'ont pas été négligeables. Les initiatives de ces institutions n'ont sans doute guère eu d'influence sur les politiques de la Banque Mondiale, mais elles ont par contre influencé d'une manière évidente les efforts du PNUD et des Institutions spécialisées, dans leurs beaux jours.

Toujours est-il que ces temps sont révolus. L'idéologie du développement est morte, avec la mort du projet de Bandoung (le « rattrapage » par la construction nationale modernisée autonome dans l'interdépendance). L'heure est à la recompradorisation des périphéries. La Banque Mondiale consacre un tiers de ses moyens aux programmes dits sectoriels d'ajustement qui sont le complément nécessaire des stratégies mises en œuvre par le FMI, sous la houlette du G7 et de l'administration américaine.

L'histoire de la Banque Mondiale était pourtant étroitement liée à celle de l'expansion du projet « développementaliste » du tiers monde. Car on sait qu'en ce qui concerne la reconstruction européenne, Washington s'était directement substitué à la Banque par la gestion du fameux Plan Marshall. L'expansion de la banque a pris sa véritable ampleur tardivement, sous la direction de Mac Namara (1968-1981), alors que le système mondial entrainé en crise.

La Banque ne s'est jamais considérée comme une « institution publique », concurrente, voire en conflit possible, avec le capital privé (les multinationales), mais comme un agent chargé de soutenir leur pénétration dans le tiers monde. Les projets qu'elle a contribué à financer ont ouvert de larges marchés aux fournisseurs d'équipement, et l'opacité la plus totale règne dans ce domaine. On sait pourtant non seulement que ces marchés ont été importants pour les multinationales, mais aussi qu'ils ont été particulièrement juteux. Les coûts des opérations de la Banque ont toujours été largement supérieurs à ceux d'opérations analogues conduites par les autorités nationales et certaines agences d'aide bilatérale (notamment des pays de l'Est) ou multilatérale. Face à ces surcoûts l'avantage des prêts à des taux de concession fait pâle figure.

Les interventions de la banque s'articulaient directement à celles des multinationales dans les domaines miniers. La Banque fonctionnait ici comme « assureur » contre le risque de nationalisation, et subventionnait indirectement les compagnies minières par la prise en charge de travaux d'infrastructure (routes, électrification, chemins de fer miniers, ports). Dans l'agriculture la Banque s'est attachée à briser l'autonomie du monde paysan, cassant l'économie de subsistance par le soutien à des formes de crédit conçues à cette fin, soutenant – à travers la fameuse « révolution verte » - la différenciation sociale au sein du monde rural. Dans d'autres domaines la Banque a rempli des fonctions non moins importantes pour accentuer l'intégration dépendante des économies du tiers monde. Elle a promu systématiquement l'utilisation de la route (contre le chemin de fer), ouvrant le marché aux importations de pétrole et promouvant la dépendance pétrolière (qui n'est pas sans effet sur le déficit commercial de nombreux pays). Elle a promu l'exploitation forestière, destinée à l'exportation, fut-ce au détriment scandaleux de l'écologie et de l'avenir des pays ravagés. Par contre, et logique avec elle même, la Banque a fort peu contribué à l'industrialisation, même de ceux des pays dont elle vante aujourd'hui les réalisations (la Corée du Sud par exemple) qui ont été faites contre ses « préceptes » (ouvrir l'industrie aux capitaux étrangers, ne pas subventionner etc. ...).

Bien entendu la stratégie globale de la Banque, ouvertement associée à celle du capital dominant mondialement, ne s'est jamais préoccupé – ni avant 1980, ni après – des « pauvres » comme on dit aujourd'hui. Elle ne s'est pas davantage préoccupé d'environnement, en dépit des discours qu'elle peut tenir sur le sujet. La destruction systématique des « terres communales » qu'elle a toujours soutenue, comme la déforestation, se sont faites au détriment et de l'écologie et de la majorité des classes populaires.

L'ensemble des institutions de « financement du développement » considérées ici, auxquelles il faudrait ajouter tous les fonds d'aide bilatéraux, beaucoup plus importants en fait, n'a constitué qu'une fraction, non négligeable certes mais néanmoins mineure, du marché des capitaux, même si l'on réduit celui-ci aux capitaux dirigés vers le tiers monde. Ce marché se décompose à son tour en deux sous ensembles distincts : le marché des capitaux qui cherchent à s'investir dans des activités productives (mines, pétrole et énergie, agriculture, industrie, transports et communications, travaux et construction, services hôteliers, touristiques et autres) et celui des capitaux flottants à la recherche de placement financiers courts.

Le premier de ces marchés n'a pas été négligeable pour les capitaux américains, japonais, et accessoirement européens, notamment dans les années 1970, lorsque la « délocalisation » battait son plein. L'Europe riche par contre a investi ici de préférence dans ses marges en retard (Italie, Espagne etc. ...) plus que dans ses zones de dépendance directe. Ceci explique le rôle particulier des accords de Lomé (l'association CEE-ACP) dans le façonnement du développement en Afrique subsaharienne. Par le soutien apporté aux exportations traditionnelles primaires (agricoles et minières) et le préjugé défavorable à l'industrialisation, ces accords ont une part de responsabilité importante dans la marginalisation ultérieure du continent. (cf. Mondialisation et Accumulation, chap. III – B. Founou, également S. Amin, La faillite du développement, chap. IV).

Le marché des capitaux flottants, devenu gigantesque par comparaison au premier à partir des années 1970, n'intéresse que très marginalement le tiers monde. Encore qu'une fraction majeure désormais des capitaux constitués dans de nombreuses régions du tiers

monde (l'Amérique latine, l'Afrique, le Moyen Orient) soient collectés par ce marché, grâce à la libéralisation et à la mondialisation financière et bancaire. Par contre les placements de l'ensemble de ces capitaux errent d'une métropole financière à une autre, et visitent peu le systèmes financiers du tiers monde. Les choses sont peut être en voie de changer dans ce domaine, pour ce qui est de quelques pays du tiers monde qui attireraient à nouveau les capitaux. La Banque mondiale et d'autres mettent en exergue ce fait, sans mentionner que la plupart des « entrées de capitaux » considérés sont de la nature de placements financiers qui ne cherchent pas à s'investir dans la production. La fragilité de l'équilibre extérieur obtenu dans ces conditions interdit de voir dans ce mouvement l'amorce d'un « développement soutenu » (sustainable).

4. L'organisation du commerce mondial

Après les institutions monétaires et le marché des capitaux, il nous faut examiner la troisième dimension du volet du système qui concerne les échanges commerciaux, régis désormais par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et le projet d'Accord Multilatéral sur les Investissements (AMI).

Les principes qui sont à l'origine du GATT et dont l'OMC est l'héritière sont ceux de l'ouverture et du libre échange : favoriser le multilatéralisme (plutôt que le bilatéralisme) dans les échanges, bannir l'agressivité des exportateurs (le dumping), réduire les tarifs et prohiber d'autres formes de restrictions quantitatives (avouées par les contingentements, ou cachées par des pratiques déloyales prétextant de règlements sanitaires ou administratifs non fondés).

Les partisans de ce système fondent leur plaidoyer sur l'idée – simple mais fausse – que le libre échange favorise l'expansion du commerce et que celle-ci favorise à son tour la croissance. L'histoire ne démontre pas la justesse de ces propositions. L'expansion des échanges – notamment dans l'après guerre – a été plutôt la conséquence de la croissance forte de la période (due pour l'essentiel aux trois sous systèmes du triptyque considéré plus haut) que sa cause.

Les gouvernements du tiers monde sont dans l'ensemble des défenseurs des principes fondamentaux du libre échange. On comprend leurs raisons : pour les pays du tiers monde entrés dans l'ère industrielle l'accès aux marchés du Nord est possible (ils sont compétitifs) et vital (pour payer leurs importations de technologie etc. ...), quant aux pays du quart monde restés exportateurs de produits primaires ils n'y perdent rien, mais peuvent y gagner. Cette vision à court terme, propre aux bourgeoisies compradore de la périphérie, l'emporte toujours sur des considérations à long terme, qui n'ont jamais eu d'écho ailleurs que dans l'aile radicale des mouvements de libération nationale.

Mais si les gouvernements du tiers monde défendent le principe du libéralisme, ils le font parce qu'ils savent qu'en dépit des discours des organisations en question la pratique n'est pas conforme à ces principes, loin de là.

En fait le véritable programme d'un libéralisme authentique à l'échelle mondiale était celui que le groupe de 77 et des Non Alignés avait proposé en 1975 sous le nom de NOEI qui comportait : (i) l'ouverture des marchés du Nord aux exportations industrielles du Sud (le Nord y a répondu par l'exclusion des textiles des règles du GATT !) ; (ii) l'amélioration des termes de l'échange pour les produits agricoles tropicaux et les produits miniers (une

bonne manière de protéger l'environnement, sur lequel, le GATT puis l'OMC sont restés silencieux !); (iii) un meilleur accès au financement international (auquel on a répondu par la libéralisation bancaire qui organise le transfert des capitaux du Sud vers le Nord !); et (iv) des conditions plus normales pour le transfert des technologies (auquel on a répondu par le renforcement des monopoles au nom de la soit disant propriété « intellectuelle » !). D'une manière générale, comme on le sait, le Nord unanime a rejeté le projet de NOEL. (Cf. La faillite du développement, chap. II).

Disons-le clairement, le dénominateur commun à l'ensemble des puissances occidentales, dans toute cette affaire, définit une hostilité visible à l'égard du tiers monde. Le véritable objectif de l'Uruguay Round était ici de freiner la compétitivité du tiers monde industrialisé, fut-ce au détriment des sacro saints principes du libéralisme, de renforcer les « cinq monopoles » des centres dominants sur lesquels je viendrai plus loin. Dans ce domaine comme ailleurs et toujours, deux poids deux mesures.

Les exemples ne manquent pas.

(i) Il est significatif que les textiles aient été exclus de la gestion OMC du commerce mondial (cette exclusion « provisoire », par l'Accord multifibres, dure depuis 25 ans !), comme les produits agricoles (dont les oléagineux tropicaux concurrents de ceux des pays tempérés), les produits miniers etc. ... En contre partie les tolérances consenties aux préférences que les pays en développement peuvent s'accorder entre eux sont réellement une faible concession.

(ii) L'attaque conduite contre les moyens par lesquels les pays du tiers monde tentent de contraindre les multinationales opérant sur leur territoire à jouer véritablement le jeu de la concurrence et à soutenir le développement du pays (les clauses de contenu national minimal imposé à leurs productions, d'exportations minimales etc. ...). Lorsque les multinationales cherchent ici non la concurrence (par l'exportation) mais le renforcement de leurs positions de monopole sur le marché local, voilà que l'OMC vient à leur secours. La logique du fameux TRIM intégré à l'Uruguay Round n'est rien d'autre.

(iii) L'offensive conduite, dans le cadre du TRIP, destinée non à renforcer la concurrence, mais au contraire à donner plus de moyens aux monopoles technologiques, au détriment bien entendu des pays en développement, dont l'acquisition des technologies nécessaires à leur progrès est rendue plus aléatoire encore qu'elle n'est ... Les « secrets commerciaux » que l'OMC veut inclure dans cette rubrique nous ramèneront-ils aux pratiques monopolistiques du mercantilisme d'il y a trois siècles ? Le langage même utilisé à cette fin n'est pas neutre. On ne parle plus de la connaissance, bien commun de l'humanité, mais de « piraterie » quand on cherche à l'acquérir ! Cette politique frise parfois l'indécence : on veut ainsi interdire au tiers monde d'accéder à la fabrication de produits pharmaceutiques bon marché, d'une importance vitale au sens plein du terme, pour protéger les surproduits des monopoles dans ce domaine.

(iv) Alors qu'on développe dans les média dominants un discours « contre la corruption », l'OMC veut interdire aux pays du tiers monde le contrôle, par leurs inspecteurs, des prix facturés par les exportateurs occidentaux, un moyen idéal à la fois pour le transfert des capitaux (illégal, échappant à l'impôt) et la corruption.

(v) L'offensive conduite en direction de l'ouverture des marchés aux opérations des banques et assurances occidentales vise, elle, à accélérer le transfert des capitaux du Sud vers le Nord.

(vi) La négociation en cours, au sein du groupe des pays de l'OCDE à l'exclusion des autres (en dépit du transfert apparent du dossier l'OMC), portant sur l'Accord Multinational sur les Investissements constitue un scandale trop connu pour que je fasse ici plus que le signaler.

L'OMC est loin d'être « au service de la concurrence loyale » comme elle le prétend. C'est en fait une organisation intégralement soumise aux multinationales. C'est aussi l'institution la plus opaque qu'on puisse imaginer ; ses réunions sont secrètes, derrière elle se profile toujours l'ombre de la chambre internationale de commerce (le Club des plus grosses multinationales). Il n'est pas étonnant alors de voir l'OMC ignorer superbement toute préoccupation de « développement durable » (sustainable), réservée aux discours dans d'autres enceintes ; d'ignorer aussi superbement l'environnement , en protestant contre toute réglementation de l'exploitation minière, au détriment de l'avenir.

Face à ce front commun de l'OMC vis à vis du tiers monde les divergences qui ont opposé en son sein les grands partenaires occidentaux, remises à leur place, n'ont pas l'importance que les média dominants – silencieux sur le reste – ont donné à ces conflits. Beaucoup de ceux-ci sont d'ailleurs « réglés à l'amiable » entre monopoleurs concurrents, par la pratique des partages de marché ou des « restrictions volontaires » d'exportation, en conflit avec le dogme du libéralisme ! D'autres conflits par contre ont permis à l'arrogance des Etats Unis de s'exprimer ouvertement. Parmi ceux-ci :

(i) Le conflit entre les Etats Unis, la CEE et le Japon concernant les subventions agricoles (l'accord dit de Blair House) est le plus connu d'entre eux. Sans doute l'Europe de la CEE est-elle parvenue à devenir non seulement autosuffisante au plan alimentaire, mais encore exportatrice, en pratiquant une véritable « déconnexion » de ses prix par rapport à ceux du marché mondial, ce qu'elle interdit aux pays du tiers monde de faire ! Sans doute le Japon (et la Corée) souhaitent-ils conserver leur autonomie alimentaire en protégeant leurs producteurs de riz. Mais quid des subventions américaines à son agriculture, bien antérieures au Programme Agricole Commun de la CEE !

(ii) Les conflits portant sur les secteurs dits « subventionnés », notamment l'aéronautique mettent en exergue les subventions ouvertes octroyées à l'aviation civile, mais passent sous silence les subventions déguisées gigantesques par lesquels programmes militaires soutiennent l'aéronautique américaine.

(iii) En matière de technologie les Etats Unis se réservent toujours le moyen de protéger la leur, au nom de la « sécurité », mais réclament l'ouverture des autres pays à leur espionnage technologique, considérant la résistance dans ce domaine comme « inacceptable » et menaçant alors l'adversaire de mesures de rétorsion par les fameux articles Super 301 et 301 Spécial.

Mais parce qu'ils concernent directement les multinationales et non les Etats les conflits dans ces domaines opposent moins ces derniers qu'il ne le semble. Dans la plupart des cas « l'opinion » est ici divisée, rangée dans chaque pays derrière les intérêts particuliers favorables ou défavorables aux thèses en conflit à l'OMC.

5. L'amorce de l'effondrement du système de gestion de la crise (à partir de 1995)

Si la gestion de la crise analysée plus haut a été catastrophique pour les classes travailleuses et les peuples des périphéries elle ne l'a pas été pour tous. Cette gestion a été fort juteuse pour le capital dominant.

Les transferts de capitaux du Sud vers le Nord ont plus que triplés au cours des deux dernières décennies, passant de 441 milliards de dollars – moyenne annuelle 1972-1976 – à 1364 milliards – moyenne annuelle 1992-1995 (cf. Pablo Gonzalez Casanova, *Global exploitation, Mexico*, mimeog, 1998). Or il ne s'agit pas là d'un fait produit par une conjoncture passagère ; c'était bel et bien l'objectif stratégique des programmes dits d'ajustement : accentuer le pillage du tiers monde, il n'y a pas d'autre qualification possible.

L'inégalité dans la répartition sociale du revenu, dont l'accélération a été phénoménale presque partout dans le monde, si elle a créé beaucoup de pauvreté, de précarité et de marginalisation pour les uns, a fabriqué aussi beaucoup de nouveaux milliardaires, ceux qui, sans gêne aucune, proclament « vivre la mondialisation heureuse ».

On nous avait présenté pendant des années le retour à un « capitalisme pur et dur » comme constituant la « fin de l'histoire ». Or voilà que la gestion de ce système – frappé d'une crise permanente – dans le cadre néo-libéral mondialisé prétendu « sans alternative », est entrée dans la phase de son effondrement. En l'espace de quelques années à peine le mythe absurde que la liberté des marchés allait résoudre les problèmes sociaux et enraciner la démocratie s'est effondré. Les luttes sociales du travail reprenaient ici et là. Le discours arrogant du néo-libéralisme avait déjà pris du plomb dans l'aile. Simultanément l'extension de l'aire de la mondialisation financière, dans laquelle entrait la Russie et les pays du sud-est asiatique à partir de la seconde moitié des années 1990, devait conduire en quelques années aux faillites financières des pays en question, amorçant par là même, l'effondrement d'un pan entier du système, celui de la mondialisation financière. Ces crises « économiques » s'accompagnaient de crises politiques qui, de la Russie à l'ex Yougoslavie, à l'Afrique centrale et au Moyen Orient paraissent de plus en plus « sans solution » dans le cadre de la gestion politique de la mondialisation en question.

La crise des pays de l'Asie du sud-est et de la Corée était prévisible et elle avait été prévue par les analystes critiques originaires des pays en question. Dans un premier temps à partir des années 1980, ces pays, mais aussi la Chine, ont su tirer profit de la crise mondiale en s'insérant davantage dans la mondialisation des échanges (par leur « avantage relatif » de main d'œuvre à bon marché), faisant appel à l'investissement étranger, mais en restant à l'écart de la mondialisation financière et en inscrivant leurs projets de développement dans une stratégie maîtrisée nationalement (pour ce qui est de la Chine et de la Corée, pas les pays du Sud-est asiatique). A partir des années 1990, la Corée et le Sud-est asiatique se sont progressivement ouverts à la mondialisation financière, tandis que la Chine et l'Inde amorçaient une évolution dans ce sens. Attirés par des taux de croissance élevés de la région, les surplus de capitaux étrangers flottants ont alors afflué, produisant non pas l'accélération de la croissance mais une inflation des valeurs mobilières et des investissements immobiliers. Comme cela avait été prévu, la bulle financière a explosé quelques années plus tard seulement.

Les réactions politiques qui se dessinent face à cette grande crise sont à plus d'un titre intéressantes et nouvelles (au sens qu'elles sont fondamentalement différentes de celles occasionnées par les crises du Mexique par exemple). Les Etats Unis et, dans leur sillage le Japon, tentent de mettre à profit la crise coréenne pour démanteler son système productif (sous le prétexte fallacieux qu'il est contrôlé par des oligopoles !) et de le subordonner aux stratégies des oligopoles américains et japonais. Les pouvoirs dans la région tentent de résister par la remise en question de leur insertion dans la mondialisation financière (rétablissement du contrôle des changes en Malaisie), ou – en ce qui concerne la Chine et l'Inde – en supprimant de l'ordre du jour leur participation à celle-ci. C'est cet effondrement du plan financier de la mondialisation qui a contraint le G7 à envisager une nouvelle stratégie, ouvrant une crise dans la pensée libérale.

La crise russe d'Août 1998 n'est pas le produit d'une « transmission » de celle de l'Asie du Sud-est, comme on l'écrit souvent. Elle était elle également prévisible (et prévue), parce qu'elle est le produit des politiques mises en œuvre depuis 1990. Celles-ci ont donné au capital dominant à l'échelle globale, directement et à travers son alliance avec les « intermédiaires » commerciaux et financiers russes, l'occasion de développer une stratégie de pillage des industries du pays (par le transfert massif du surplus généré par celles-ci aux intermédiaires et au capital étranger). La destruction de pans entiers des capacités productives du pays – et la perspective de sa réduction au statut d'exportateur des produits pétroliers et miniers – vise également des objectifs géostratégiques. Au delà du délabrement social qu'elle provoque, celle-ci prépare un terrain favorable à un éventuel démantèlement politique du pays, faisant suite à celui de l'ex URSS. Car pour les Etats Unis, la Russie, comme l'Inde et la Chine, sont des pays « trop grands » (seuls les Etats Unis sont autorisés à être un grand pays), une menace (fut-elle à terme) à leur hégémonisme. La marche de ce système vers la crise a été accélérée lorsque, à partir des années 1994-1996, la Russie est entrée dans la mondialisation financière. Mais il est intéressant ici également d'observer que la réaction politique à cette crise – la neutralisation relative des pouvoirs de Eltsine – amorcera peut être un revirement dans la stratégie de la transition au capitalisme et le rétablissement d'un minimum de contrôle national sur celle-ci.

Les crises politiques du Moyen Orient, dans l'ex Yougoslavie, en Afrique centrale démontrent également que la gestion politique de la mondialisation, associée à l'hégémonisme des Etats Unis, est confrontée à des difficultés croissantes. Au Moyen Orient, le projet américano-israélien de création d'une zone économiquement et financièrement intégrée sous la houlette de Washington et de Tel Aviv, est en panne, en dépit du soutien inconditionnel que les régimes autocratiques et les protectorats US du Golfe (eux mêmes désormais sous l'occupation militaire des Etats Unis), lui apportent. Face à cet échec, Washington a opté pour un soutien résolu au projet expansionniste d'Israël, quitte à violer ouvertement les accords d'Oslo. Simultanément, les Etats Unis exploitent la situation créée par la guerre du Golfe de 1990 pour légitimer leur contrôle militaire de la région pétrolière la plus importante du monde. Mais cela exige d'eux une montée au créneau de l'agression contre l'Irak, comme l'opération « Renard du désert » (appelée opération Monica par les Arabes) en témoigne. Et de violer avec arrogance, à cette occasion, toutes les lois internationales. Dans l'ex Yougoslavie, comme en Afrique centrale, le chaos créé par les options néo-libérales, encourageant sans fin les sécessionnismes ethniques, ne trouvera sans doute aucune solution – pas même militaire – dans le cadre du système néo-libéral global. Je reviendrai sur ces développements plus loin.

La montée des luttes sociales, l'effondrement de pans entiers de la mondialisation financière, la perte de crédibilité des discours dominants ont déjà ouvert la crise du système néo-libéral et de son idéologie. C'est à la lumière de cette crise qu'il faut examiner le plan ce contre-feu ouvert par le G7 à partir de la crise de l'Asie du Sud-est.

Voici donc que, du jour au lendemain, le G7 et les institutions qu'il commande changent de langage. Le terme de régulation, jusqu'alors interdit d'une manière absolue, retrouve une place dans les déclarations de ces Messieurs : il faut « réguler les flux financiers internationaux ! ». L'économiste en chef de la banque Mondiale, Stiglitz, propose d'ouvrir un débat en vue de définir un nouveau « *post Washington consensus* ». Le spéculateur Georges Soros publie un ouvrage au titre éloquent : « La crise du capitalisme mondial – L'intégrisme des marchés » [Plon, Paris, 1998], qui équivaut à un plaidoyer pour « sauver le capitalisme du néo-libéralisme ». Nous ne sommes pas dupes : il s'agit là d'une stratégie qui poursuit les mêmes objectifs, c'est à dire permettre au capital dominant des transnationales de rester maître du jeu. Aucun des personnages en question n'est crédible. Tous ont été et continuent à être les responsables de la catastrophe. On peut s'amuser si l'on veut, en regardant chacun de ces Messieurs tenter de rejeter la responsabilité de la faillite de leur système sur d'autres que lui.

C'est la raison pour laquelle j'exprimerai ici quelques réserves à l'égard de la « tax Tobin » proposée par certains. La spéculation financière ne constitue que la partie émergée de l'iceberg ; elle est le produit nécessaire de l'excédant de capitaux généré par les options fondamentales en vigueur. Contrôler la spéculation, c'est vouloir soigner le symptôme sans s'attaquer aux causes de la maladie qui ont leur origine dans les déséquilibres sociaux et politiques en faveur du capital dominant.

Mais ne sous-estimons pas le danger que ce contre-feu peut représenter. Beaucoup d'âmes bien intentionnées en sont et en seront les dupes. La Banque Mondiale s'emploie déjà depuis plusieurs années à instrumentaliser les ONG pour les mettre au service de son discours de « lutte contre la pauvreté ». Face à ces plans de poursuite du projet de mondialisation libérale dont les peuples n'ont rien à attendre, il nous faut, indépendamment de ses promoteurs, développer nos propres propositions d'alternatives, fondées sur les luttes sociales que seules les victimes du système peuvent conduire.

6. L'offensive des Etats Unis et l'effacement du projet européen

On trouvera dans le Magazine du New York Times du 28 Mars 1999, un article instructif concernant la stratégie politique des Etats Unis. Son contenu est résumé par une image éloquentes qui occupe une page de la revue : celle d'un gant de boxe aux couleurs américaines, accompagnée de la légende suivante (je cite) « ce dont le monde a besoin – la mondialisation ne fonctionnera que si les Etats Unis agissent avec toute la force invincible de leur position de Superpuissance ». Et la raison pour laquelle les coups de poing annoncés seraient nécessaires est explicitée en ces termes (je cite) « la main invisible du marché ne fonctionnera jamais sans le poing invisible. Mac Donald ne peut être prospère sans Mac Donnell Douglas, qui a construit le F15. Le poing caché qui garantit un monde sûr pour la technologie de Silicon Valley s'appelle l'armée, l'aviation, la marine et le Marine Corps des Etats Unis ». L'auteur n'est pas un plaisantin provocateur, mais Thomas Friedman, conseiller de Madeleine Albright.

Nous sommes ici fort loin des discours lénifiants sur le marché autorégulé garant de la paix dont nous abreuvent les économistes à la mode. On appréciera au passage le choix des profits de Mac Donald comme critère des progrès de la civilisation universelle. Plus important est de faire observer que la classe dirigeante américaine sait que l'économie est politique et que ce sont les rapports de force – militaires inclus – qui commandent les marchés. Il n'y aura pas de « marché mondial » sans Empire militaire américain disent-ils. Car cet article n'est qu'un parmi des centaines de semblables. Si cette franchise brutale est possible là-bas c'est que sans doute les médias sont suffisamment contrôlés pour que les objectifs stratégiques du pouvoir ne soient jamais l'objet de débats, le champ de l'expression libre, jusqu'au burlesque, n'étant ouvert que pour ce qui a trait aux personnes, et derrière elles, aux conflits au sein de la classe dirigeante, parfaitement opacifiés dans ces conditions. Il n'existe pas là bas de force politique capable de déniaiser une opinion publique manipulée sans difficulté.

Plus curieux est le silence des pouvoirs européens et de quelques autres qui font semblant de ne pas lire la presse d'outre Atlantique (j'ose à peine penser qu'ils en ignorent les propos) et interdisent à leurs contradicteurs d'évoquer l'existence même d'une stratégie globale de Washington, en les accusant trop facilement de nourrir une vision « conspiratoire » de l'histoire ou même de se comporter en illuminés voyant se profiler partout l'ombre du « Grand Satan ».

Pourtant la stratégie en question est limpide. Les Etats Unis sont moins convaincus que ne le sont, en apparence, leurs alliés européens des vertus de la concurrence et du « fair play » qu'ils violent d'ailleurs impunément chaque fois que leurs intérêts sont en jeu. Washington sait que sans son hégémonisme militaire, l'Amérique ne peut pas imposer au monde le financement de son déficit d'épargne, condition du maintien artificiel de sa position économique.

L'instrument privilégié de cette hégémonie est donc militaire, comme le disent et le répètent à satiété les plus hautes autorités des Etats Unis. Cette hégémonie, qui garantirait à son tour celle de la triade sur le système mondial, exigerait donc que leurs alliés acceptent de naviguer dans le sillage américain, comme la Grande Bretagne, l'Allemagne et le Japon en reconnaissant la nécessité sans états d'âme, pas même « culturels ». Mais du coup les discours dont les politiciens européens abreuvent leurs auditoires – concernant la puissance économique de l'Europe – perdent toute portée réelle. En se situant exclusivement sur le terrain des disputes mercantiles, sans projet propre, l'Europe est battue d'avance. On le sait bien à Washington.

Le moyen principal au service de la stratégie choisie par Washington est l'OTAN, ce qui explique sa survie à l'effondrement de l'adversaire contre lequel l'organisation avait été créée. L'OTAN parle aujourd'hui au nom de la « communauté internationale », exprimant par là même son mépris du principe démocratique qui gouverne cette communauté par le canal de l'ONU. Dans les débats américains concernant la stratégie globale en question il n'est que rarement question des droits de l'homme ou de la démocratie. Ceux-ci ne sont invoqués que lorsque cela est utile pour la mise en œuvre de la stratégie globale. D'où le cynisme aveuglant et l'usage systématique de la règle « deux poids – deux mesures ». Pas question d'intervenir en faveur de la démocratie en Afghanistan ou dans les pays du Golfe par exemple, pas plus qu'il n'était question de gêner Mobutu hier, Savimbi aujourd'hui et beaucoup d'autres demain. Les droits des peuples sont sacrés dans certains cas (aujourd'hui le Kosovo, demain peut être le Tibet), oubliés dans d'autres (la Palestine, le

Kurdistan turc, Chypre, les Serbes de Krajina expulsés manu militari par le régime croate etc. ...). Même le terrible génocide du Rwanda n'a donné lieu à aucune enquête sérieuse sur la part de responsabilité des diplomates qui ont soutenu les gouvernements qui le préparaient ouvertement. Sans doute les comportements odieux de certains régimes — comme ceux de Saddam Hussein ou de Milosevic — facilitent-ils la tâche en offrant des prétextes faciles à exploiter. Mais le silence complice dans d'autres cas ôte toute crédibilité aux discours concernant la démocratie et les droits des peuples. On ne peut rendre plus mauvais service aux exigences fondamentales de la lutte pour la démocratie et le respect des peuples, sans lesquels aucun progrès n'est possible.

L'objectif avoué de cette stratégie est de ne tolérer l'existence d'aucune puissance capable de résister aux injonctions de Washington, et pour cela de chercher à démanteler tous les pays jugés « trop grands », comme de créer le maximum d'Etats croupions, proies faciles pour l'établissement de bases américaines assurant leur « protection ». Un seul Etat a le droit d'être « grand », les Etats Unis, au dire de leurs deux derniers Présidents.

La méthode mise en œuvre ne se contente pas du matraquage et de la manipulation médiatiques. Elle tente d'enfermer les peuples dans des alternatives immédiates inacceptables : accepter l'oppression, disparaître, se placer sous le protectorat US ? Pour cela il faut faire le silence le plus total sur les politiques qui ont conduit au drame.

Encouragés par leur succès dans la guerre du Golfe les Etats Unis se sont alors impliqués dans les affaires européennes, en exploitant les crises yougoslaves, poursuivant différents objectifs dont la soumission de l'Union Européenne n'est pas le moindre. Il n'est pas dans mon intention de passer sous silence les responsabilités principales des classes locales dirigeantes éclatées optant toutes pour le chauvinisme ethnique comme moyen de reconstituer à leur bénéfice une « légitimité » de substitution à celle du titisme effondré, fondé sur le progrès social et l'égalité des nations. Le nettoyage ethnique a donc été pratiqué par toutes ces classes dirigeantes tant en Croatie (par l'expulsion des Serbes majoritaires en Krajina) qu'en Bosnie (par chacune des trois composantes de cet Etat absurde — car si une coexistence est possible dans cette « petite Yougoslavie » pourquoi ne le serait-elle pas dans la grande ?) et en Serbie (Kosovo). Mais on doit constater que l'Europe a jeté de l'huile sur le feu par la reconnaissance quasi immédiate de l'indépendance proclamée unilatéralement par la Slovénie et la Croatie, sans que ne soit imposée la moindre condition de respect des droits des minorités créés par l'éclatement de la Yougoslavie. Ce choix ne pouvait qu'encourager les régimes criminels en question. Cela avait été dit à l'époque, mais les médias ont fait le silence sur les analyses critiques de cette politique inaugurée il faut le dire par l'Allemagne, mais à laquelle la France réticente n'a pas résisté plus de deux semaines. Par la suite les médias ont pratiqué systématiquement le principe de « deux poids — deux mesures », mobilisant leurs moyens pour ici dénoncer le massacre et là le passer sous silence.

Les massacres au Kosovo, les actions provocatrices de son « Armée de libération » (valait-elle mieux, au départ, que l'ETA basque ?) ont donné le prétexte d'une intervention systématique des Etats Unis. Cette intervention repose sur trois principes : (i) la substitution brutale de l'OTAN à l'ONU comme moyen de gestion de l'ordre international ; (ii) l'alignement de l'Europe sur les objectifs stratégiques de Washington ; (iii) le choix de méthodes militaires renforçant l'hégémonisme américain (bombardements sans risque et utilisation de troupes européennes supplétives pour une intervention éventuelle sur le terrain).

Les conséquences de ces options sont catastrophiques sur tous les plans. Elles ont ôté toute crédibilité aux discours dominants concernant la démocratie et les droits des peuples. Elles révèlent que l'objectif stratégique vise en fait, au delà de la Serbie, la Russie et la Chine comme les stratèges américains ne se privent pas de l'écrire. Par là même l'OTAN, devenue ouvertement l'instrument de l'expansionnisme américain et non plus celui de la défense européenne, met un terme aux illusions d'une « autonomie européenne », contraignant l'Union Européenne à un nouvel alignement plus sévère encore que celui imposé dans le passé sous prétexte de « guerre froide ».

La seule option qui aurait eu un sens pour l'Europe eut été d'inscrire sa construction dans la perspective d'un monde multipolaire. La marge d'autonomie qui définit cette option eut permis l'invention d'un projet sociétair valable socialement, dans la meilleure tradition humaniste européenne. Cette option impliquait évidemment de reconnaître à la Russie, à la Chine et à chacune des grandes régions du tiers monde la même marge d'autonomie. Elle impliquait que la page de l'OTAN soit définitivement tournée, au bénéfice de la conception d'une force défensive européenne, graduellement intégrée au rythme des progrès de la construction politique européenne elle même. Comme elle impliquait la conception de modes de régulation adéquats au niveau européen comme à celui du système mondial se substituant aux formules dominantes de Bretton Woods, de l'OMC et de l'AMI. En faisant l'option d'une mondialisation libérale l'Europe a en fait renoncé à utiliser son potentiel de compétitivité économique et s'est inscrite dans le sillage des ambitions de Washington.

Que les Etats européens aient choisi cette voie révèle la fragilité du projet européen lui même et même que ce projet ne bénéficie en fait que d'une priorité subalterne dans l'échelle des visions politiques dominantes. En fait l'option fondamentale de la Grande Bretagne depuis 1945 est de se consoler de la perte de son rôle impérial en le revivant par procuration à travers les Etats Unis. Celle de l'Allemagne, ayant renoncé au rêve nazi fou de conquête du monde, est de limiter ses ambitions à la mesure de ses moyens en reconstituant sa zone d'influence traditionnelle en direction de l'Europe de l'Est et du Sud est, dans le sillage de la stratégie hégémoniste mondiale de Washington. Pour des raisons un peu analogues le Japon – face à la Chine et même à la Corée – inscrit également ses ambitions d'expansion strictement régionales dans cette même perspective américaine globale.

Le projet européen peut-il être sauvé de la débâcle ? Les choses étant ce qu'elles sont le seul moyen pour remonter la pente qui conduit à rendre le projet européen insignifiant impliquerait de la part des forces politiques qui y sont attachées – en France, en Allemagne, en Italie – de retailler celui-ci à la mesure du possible immédiat. C'est à dire à revenir à un concept plus modeste d'une « Europe des nations » en attendant la maturation progressive d'une coopération s'approfondissant graduellement. Cela impliquerait à son tour une approche amicale – et non agressive – à l'égard de la Russie, de la Chine et du tiers monde, et, dans ce cadre, une réanimation des fonctions de l'ONU. Encore une fois ce n'est pas l'option faite par les gouvernements européens, y compris les socialistes majoritaires. La priorité donnée à la gestion ultra conservatrice d'une monnaie commune illusoire, le soutien au libéralisme mondialisé et à la stratégie hégémoniste américaine s'inscrivent contre le projet d'un monde multipolaire et conduisent aux pires catastrophes pour l'Europe comme pour le reste du monde.

S'aligner sur cette stratégie des Etats Unis et de leurs alliés subalternisés de l'OTAN a des conséquences dramatiques. L'ONU est déjà en passe de subir le sort de la SDN. Car bien que d'évidence – et fort heureusement – la société américaine n'est pas celle de l'Allemagne nazie, pour les dirigeants de Washington comme naguère pour ceux de Berlin la force est érigée en principe suprême, au mépris du droit international auquel le discours dominant a substitué un curieux « devoir d'ingérence » qui rappelle fâcheusement la « mission civilisatrice » de l'impérialisme du XIXe siècle.

Le combat pour la démocratie restera parfaitement inefficace s'il s'accompagne par la soumission à l'hégémonisme américain. Combattre pour la démocratie et contre l'hégémonie de Washington sont indissociables.

7. Les cinq monopoles de la triade et les formes d'avenir de la polarisation mondiale

La position d'un pays dans la pyramide mondiale est définie par le niveau de la compétitivité de ses productions sur le marché mondial. La reconnaissance de ce truisme n'implique en aucune manière qu'on partage le point de vue banalisé de la vulgate économiste, à savoir que cette position est conquise par la mise en œuvre de politiques économiques « rationnelles », dont la rationalité est précisément mesurée à l'aune de sa soumission aux prétendues « lois objectives du marché ». Tout à fait à l'opposé de ces billevesées admises comme allant de soi, je prétends que la « compétitivité » en question est le produit complexe d'un ensemble de conditions opérant dans le champ d'ensemble de la réalité – économique, politique et sociale – et que, dans ce combat inégal, les centres mettent en œuvre ce que j'appelle leurs « cinq monopoles » articulant l'efficacité de leurs actions. Ces cinq monopoles interpellent donc la théorie sociale dans sa totalité, et sont, à mon avis :

(i) Les monopoles dont bénéficient les centres contemporains dans le domaine de la technologie ; des monopoles qui exigent des dépenses gigantesques, que seul l'Etat – le grand et riche Etat – peut envisager de soutenir. Sans ce soutien – que le discours libéral passe toujours sous silence – et singulièrement le soutien aux dépenses militaires, la plupart de ces monopoles ne pourraient être maintenus.

(ii) Les monopoles opérant dans le domaine du contrôle des flux financiers d'envergure mondiale. La libéralisation de l'implantation des institutions financières majeures opérant sur le marché financier mondial a donné à ces monopoles une efficacité sans précédent. Il n'y a pas encore longtemps la majeure fraction de l'épargne dans une nation ne pouvait circuler que dans l'espace – généralement national – commandé par ses institutions financières. Aujourd'hui il n'en est plus de même : cette épargne est centralisée par l'intervention d'institutions financières dont le champ d'opération est désormais le monde entier. Elles constituent le capital financier, le segment le plus mondialisé du capital. Il reste que ce privilège est assis sur une logique politique qui fait accepter la mondialisation financière. Cette logique pourrait être remise en cause par une simple décision politique de déconnexion, fut-elle limitée au domaine des transferts financiers. Par ailleurs les mouvements libres du capital financier mondialisé opèrent dans des cadres définis par un système monétaire mondial fondé sur le dogme de la libre appréciation de la valeur des devises par le marché (conformément à une théorie selon laquelle la monnaie serait une marchandise comme les autres) et sur la référence au dollar comme monnaie

universelle de facto. La première de ces conditions est sans fondement scientifique et la seconde ne fonctionne que faute d'alternative. Une monnaie nationale ne peut remplir les fonctions d'une monnaie internationale d'une manière satisfaisante que si les conditions de la compétitivité internationale produisent un excédent structurel d'exportation du pays dont la devise remplit cette fonction, assurant le financement par ce pays de l'ajustement structurel des autres. C'était le cas au XIX^e siècle de la Grande Bretagne. Ce n'est pas le cas des Etats Unis aujourd'hui qui, au contraire, financent leur déficit par leurs emprunts qu'ils imposent aux autres. Ce n'est pas non plus le cas des concurrents des Etats Unis, les excédents du Japon (ceux de l'Allemagne ayant disparu après l'unification) étant sans commune mesure avec les besoins financiers que l'ajustement structurel des autres exige. Dans ces conditions la mondialisation financière, loin de s'imposer « naturellement » est au contraire d'une fragilité extrême. A court terme elle n'engendre qu'une instabilité permanente et non pas la stabilité nécessaire pour que les processus d'ajustement puissent opérer efficacement.

(iii) Les monopoles opérant dans l'accès aux ressources naturelles de la planète. Les dangers que l'exploitation insensée de ces ressources font désormais courir à la planète, et que le capitalisme – qui est fondé sur une rationalité sociale à court terme sans plus – ne peut surmonter, renforcent la portée du monopole des pays déjà développés, qui s'emploient à simplement éviter que leur gaspillage ne s'étende aux autres.

(iv) Les monopoles opérant dans les champs de la communication et des médias qui non seulement uniformisent par le bas la culture mondiale qu'ils véhiculent, mais encore ouvrent des moyens nouveaux à la manipulation politique. L'expansion du marché des médias modernes est déjà l'une des composantes majeures de l'érosion du concept et de la pratique de la démocratie en Occident même.

(v) Enfin les monopoles opérant dans le domaine des armements de destruction massive. Limité par la bipolarité de l'après guerre, ce monopole est à nouveau l'arme absolue dont la diplomatie américaine se réserve seule l'usage, comme en 1945. Si la « prolifération » comporte des dangers évidents de dérapage, à défaut d'un contrôle mondial démocratique d'un désarmement vraiment global il n'y a pas d'autre moyen par lequel ce monopole inacceptable peut être combattu.

Pris ensemble ces cinq monopoles définissent le cadre dans lequel la loi de la valeur mondialisée s'exprime. Loin d'être l'expression d'une rationalité économique « pure », qu'on pourrait détacher de son cadre social et politique, la loi de la valeur est l'expression condensée de l'ensemble de ces conditionnements. Je soutiens ici que ces conditionnements annulent la portée de l'industrialisation des périphéries, dévaluent le travail productif incorporé dans ces productions tandis qu'elles surévaluent la prétendue valeur ajoutée attachée aux activités par lesquelles opèrent les monopoles nouveaux au bénéfice des centres. Ils produisent donc une nouvelle hiérarchie dans la répartition du revenu à l'échelle mondiale, plus inégale que jamais, subalternisent les industries de la périphéries et les réduisent au statut d'activités de sous traitance. La polarisation trouve ici son fondement nouveau appelé à commander ses forme d'avenir.

8. Scénarios d'avenir conformes à la logique immanente du système

Immanuel Wallerstein imagine que, dans le chaos durable dans lequel le monde est installé (et nous partageons largement l'analyse des raisons de ce chaos), la contradiction

principale opposera désormais deux centres en compétition violente : les Etats Unis (qui auraient déjà perdu la position hégémonique qui fut la leur de 1945 à 1990, en dépit de l'espace d'autonomie relative tolérée pour l'Union soviétique) et l'Europe. Dans ce cadre les Etats Unis et le Japon consolideront leur alliance stratégique (le Japon n'ayant pas d'autre choix possible) entraînant derrière eux les semi périphéries d'Asie (la Chine en particulier) et d'Amérique latine, tandis que l'Europe intégrera dans son aire de domination la nouvelle semi périphérie russe.

C'est un scénario qui me paraît peu probable, parce qu'il suppose que l'Europe existe en tant que force politique unifiée, ce qui n'est pas le cas, pour l'avenir visible tout au moins. Le plus probable donc me paraît être la survie d'une hégémonie américaine – en dépit de ses faiblesses – chapeautant la domination collective de la triade sur le reste du monde.

Il n'est pas difficile d'imaginer le tableau d'une mondialisation future cohérente avec la domination de la nouvelle loi de la valeur associée aux cinq monopoles mentionnés plus haut. Les centres dominants traditionnels conserveraient leur avantage, reproduisant les hiérarchies déjà visibles, les Etats Unis conserveraient l'hégémonie mondiale (par leurs positions dominantes dans la recherche développement, le monopole du dollar et celui de la gestion militaire du système), flanqués de seconds (le Japon pour sa contribution à la R-D, la Grande Bretagne comme associé financier, l'Allemagne pour son contrôle de l'Europe). Les périphéries actives de l'Asie de l'Est, de l'Europe orientale et de Russie, l'Inde, l'Amérique latine constitueraient les zones périphériques principales du système ; tandis que l'Afrique et les mondes arabes et islamique, marginalisés, seraient abandonnés à des convulsions qui ne menacent personne d'autre qu'eux mêmes. Dans les centres eux mêmes l'accent placé sur les activités liées aux cinq monopoles mentionnés impliquerait la gestion d'une société « à deux vitesses » comme on le dit déjà, c'est à dire une marginalisation par la pauvreté, les petits emplois et le chômage de fractions importantes de la population.

Cette mondialisation – qui est celle qui se profile derrière les options en cours et que le néo-libéralisme tente de légitimer en la présentant comme une « transition vers le bonheur universel » ! – n'est certainement pas fatale. Au contraire la fragilité du modèle est évidente. Sa stabilité suppose que les peuples acceptent indéfiniment les conditions inhumaines qui leur sont réservées, ou que leurs révoltes demeurent sporadiques, isolées les unes des autres, s'alimentent d'illusions (ethniques, religieuses etc. ...) et s'engagent dans des impasses. Bien entendu la gestion politique du système par la conjonction de la mobilisation des médias et des moyens militaires s'emploiera à perpétuer cette situation, qui domine la scène aujourd'hui.

Pour le moment l'Europe est parfaitement alignée sur cette stratégie dans toutes ses dimensions, politiques et militaires (substitution de l'OTAN à l'ONU comme instance de décision et de gestion du système mondial) et économiques. Même à l'égard de l'Afrique – longtemps « chasse gardée » des anciennes puissances coloniales, particulièrement de la France et de la Belgique – l'Union Européenne s'est alignée sur les positions de Washington, transmises par Banque Mondiale interposée, comme en témoigne le Livre Vert produit par la CEE à l'occasion du renouvellement de la convention de Lomé.

Sans doute cet alignement n'exclut-il pas le redoublement des conflits « mercantiles » entre l'Union Européenne et les Etats Unis qui sont devenus quotidiens (affaire d'Airbus, de la banane, de la viande aux hormones etc. ...) et dans lesquels l'arrogance des autorités

de Washington ne pourra peut être pas être poursuivie indéfiniment. Ces contradictions me paraissent néanmoins seconds par rapport à d'autres, appelées à s'amplifier, qui opposeront les nouvelles périphéries (notamment celles de premier rang, la Chine, l'Inde, peut être demain la Russie) à la triade dont la cohésion est maintenue par l'alignement sur Washington.

Le G7 a été constitué pour coordonner cette forme de gestion du système mondial par les principales puissances capitalistes. On sait que son succès dans le domaine de la stabilisation des changes a été fort limité. Gérant de la crise, le G7 est un « exécutif mondial qui n'a aucun projet d'ensemble pour le monde » comme l'écrit Gustave Massiah . Il s'en contenté en 1976 de mettre en place les principes de l'ajustement unilatéral de la périphérie, en 1980 d'organiser le recyclage des pétrodollars au profit de la sphère financière spéculative, puis d'encourager la baisse des prix des matières premières (la raison majeure de la guerre du Golfe), en 1982 d'organiser le rééchelonnement de la dette (mais pas de créer les conditions pour résoudre ce problème), en 1992 d'inclure la Russie et les pays de l'Est dans les stratégies d'ajustement unilatéral, aujourd'hui de gérer la crise yougoslave.

Sans doute également la puissance hégémonique américaine a-t-elle ses limites. Ses faiblesses structurelles sont déjà évidentes. En dépit de ses moyens militaires super sophistiqués cette puissance est fortement handicapée par l'opinion publique américaine qui n'accepte la guerre que « sans risque » - ce qui exige que des supplétifs qui, eux, acceptent les risques normaux de toute intervention, soient fournis par des alliés subalternés. Se pose de surcroît la question du financement de ce type de guerre. Et si, dans le cas de la guerre du Golfe, la question ne se posait pas, les États pétroliers de la région n'ayant pas le pouvoir de refuser le financement des opérations (et même du maintien des forces américaines sur leur territoire, afin de les « protéger »), il n'en sera peut être pas de même lorsque la note sera adressée à l'Europe, à la suite de la guerre du Kosovo, et peut être d'autres interventions du même style, demain. C'est la raison sans doute pour laquelle on peut d'une certaine manière dire que l'hégémonisme américain est déjà en crise.

Aujourd'hui on avance souvent l'idée que cet hégémonisme militaire n'est pas durable, parce qu'il coûte trop cher et que la société américaine elle même n'est pas disposée à en assumer le coût. J'émet des réserves formelles sur ces thèses pour au moins deux raisons. La première est qu'une réduction sérieuse des dépenses militaires américaines plongerait le pays dans une crise au moins aussi terrible que celle des années 1930. Avec Sweezy et Magdoff je suis de ceux qui analysent le capitalisme comme une forme sociale engendrant en permanence une tendance à la surproduction, la « crise » étant alors la forme normale de son état, tandis que la prospérité est, elle, l'exception qui doit être expliquée par des raisons particulières. Dans cette analyse nous mettons en relief le fait que les États Unis ne sont sortis de la crise des années 1930 que par leur surarmement, pendant et après la seconde guerre mondiale. Aujourd'hui leur économie est monstrueusement difforme : près du tiers de l'activité économique dépend directement et indirectement du complexe militaire (une proportion que seule l'URSS avait atteinte à l'époque de Brezhnev). La seconde est que l'hégémonie paie, précisément par le privilège que le dollar monnaie mondiale assure. Accepter donc pour Washington une réduction de leur rôle sur la scène mondiale, voir un « partage » des responsabilités avec l'Europe et le Japon (le fameux « sharing » dans la langue de leur diplomatie), entraînerait une réforme du système monétaire international, la

perte du privilège du dollar et donc, loin de permettre des « économies », tarirait le flux des capitaux qui opère en leur faveur.

Dans le moyen terme en tout cas ces options communes aux partenaires de la triade excluent toute réforme un tant si peu sérieuse des institutions de Bretton Woods. Il ne pourrait s'agir que de bavardages, de ravalements de façade, et guère plus.

Cela étant d'autres conflits que ceux qui opposent les membres de la triade entre eux, et même les Etats de l'Union Européenne entre eux, sont appelés à prendre de l'ampleur, dans le moyen terme et a fortiori dans le plus long terme. Pendant la « période de Bandoung » (1955-1975) les Etats du tiers monde avaient mis en œuvre des politiques de développement à vocation autocentrée (réelle ou potentielle), à l'échelle nationale presque exclusivement, précisément en vue de réduire la polarisation mondiale (de « rattraper »). Cela impliquait à la fois des systèmes de régulation nationale (« nationales-populistes ») et la négociation permanente, y compris collective (Nord-Sud), de systèmes de régulations internationales (rôle de la CNUCED important dans ce cadre, marginalisation du GATT etc. ...). Cela visait également à réduire les « réserves de travail à faible productivité » par leur transfert aux activités modernes à plus haute productivité (fussent-elles « non compétitives » sur des marchés mondiaux ouverts). La théorie de Arthur Lewis rationalisait cet objectif.

Le résultat du succès inégal (et non de l'échec comme on se plaît à le dire) de ces politiques a été de produire un tiers monde contemporain constitué de trois strates :

- Première strate : les pays ex socialistes, la Chine, la Corée, Taiwan, l'Inde, le Brésil, le Mexique qui sont parvenus à construire des systèmes productifs nationaux (donc potentiellement « compétitifs » sinon réellement).
- Deuxième strate : les pays entrés dans l'industrialisation mais non parvenus à créer des systèmes productifs nationaux : pays arabes, Afrique du Sud, Iran, Turquie, pays d'Amérique latine. Il y a là parfois des établissements industriels « compétitifs » (notamment par leur main d'œuvre à bon marché), mais pas de systèmes compétitifs.
- Troisième strate : les pays non entrés dans la révolution industrielle (en gros les ACP). Ils ne sont éventuellement « compétitifs » que dans les domaines commandés par des avantages naturels : mines, pétrole, produits agricoles tropicaux.

Dans tous ces pays de toutes les strates, les réserves « passives » n'ont pu être absorbées (sauf en Corée et à Taiwan) et ces réserves varient de 40 % (Russie) à 80 % (Inde, Chine).

La crise exacerbe déjà les contradictions au sein des blocs de classes dominantes, dans les pays de l'Union Européenne, en Russie comme dans les autres pays frappés par les crises en cours de développement (en Corée, en Asie du Sud est, demain en Amérique latine, en Afrique et dans le Monde arabe, en Inde). Rien ne garantit a priori que ces contradictions seront surmontées par des moyens démocratiques. D'une manière générale les classes dominantes aux abois s'emploient à éviter que les peuples n'interviennent dans les débats, soit en manipulant les opinions (et sauvegardant ainsi les apparences de la démocratie), soit en envisageant carrément le recours à la violence.

Ces conflits sont appelés à prendre des dimensions internationales de plus en plus accusées, à opposer donc des Etats et des groupes d'Etats les uns aux autres. Déjà on voit se dessiner le conflit entre les Etats Unis, le Japon et leur fidèle allié australien d'une part,

la Chine et les autres pays asiatiques d'autre part. Il n'est pas difficile d'imaginer la renaissance d'un conflit entre les Etats Unis et la Russie, si celle-ci parvient à sortir de l'involution dans laquelle Boris Eltsine l'a engagée. Les conflits, jusqu'ici feutrés, entre l'Union Européenne (ou certains pays de l'Union), le Japon et les Etats Unis sont également appelés à prendre plus d'ampleur et à s'articuler sur ceux qui opposent la triade à la Russie, à la Chine, à l'Inde et aux continents du tiers monde en général. Loin d'avoir contribué à atténuer les nationalismes chauvins, la mondialisation néo-libérale a au contraire construit les conditions de leur exacerbation.

Simultanément la phase nouvelle est déjà caractérisée par la montée des luttes engageant les classes populaires victimes du système, que ces luttes soient limitées à des segments particuliers de ces classes ou les entraînant dans leur ensemble. Paysans sans terre du Brésil, salariés et chômeurs solidaires dans quelques pays européens, syndicats qui rassemblent la grande majorité du salariat (comme en Corée ou en Afrique du Sud), jeunes et étudiants entraînant le petit peuple des villes (comme en Indonésie), la liste de ces luttes s'allonge chaque jour.

Le développement de ces luttes sociales est certain. Elles seront caractérisées certainement par un grand pluralisme, qui est une caractéristique – positive à l'avis de beaucoup d'entre nous – de notre époque. A l'origine de ce pluralisme il faudrait sans doute reconnaître l'accumulation des résultats obtenus par ce qu'on a parfois appelé les « nouveaux mouvements sociaux » - féminins, écologistes et démocratiques. Les défis auxquels ce développement est confronté sont de natures diverses bien entendu, selon les lieux et les temps.

La question centrale est ici de savoir comment s'articuleront les conflits et les luttes sociales (en les distinguant soigneusement les unes des autres comme je le fais ici). Qui l'emportera ? Les luttes sociales seront-elles subordonnées, encadrées par les conflits et donc maîtrisées par les pouvoirs dominants, voire mobilisées à leur bénéfice sinon toujours manipulées ? Ou au contraire les luttes sociales conquérant leur autonomie contraindront les pouvoirs à s'ajuster à leurs exigences ? La réponse à cette question est impossible. L'histoire seule la fournira.

Toutes les modalités des scénarios envisagés ici – avec ou sans hégémonie américaine marquée – sont négatifs dans toutes leurs dimensions pour ce qui est du tiers monde en général et de l'Afrique plus particulièrement. Car ils impliquent clairement une pression économique et financière alourdie, l'extraction d'un surplus grandissant, même des pays les plus démunis. Au contraire même, dans la mesure où ceux-ci sont par définition les plus vulnérables, il sera toujours facile de piller leurs ressources et d'en tirer un surplus qui, fut-il médiocre en termes relatifs (à l'échelle du surplus produit dans le système mondial), rend impossible tout progrès économique et social local. On en est déjà là. Le discours de charité (l'aide humanitaire, la prétendue lutte contre la pauvreté etc. ...) substitué à celui du développement en est le témoignage éloquent. Bien entendu la Banque Mondiale et les ONG qui naviguent dans son sillage sont déjà les instruments de cette stratégie.

Au plan international les stratégies impliquées dans toutes les modalités du schéma esquissé ci-dessus substituent la triade à la famille des nations qui constituent la planète et l'OTAN (pas même l'OCDE) au Conseil de Sécurité et à l'Assemblée Générale de l'ONU, la Banque Mondiale au PNUD et aux institutions spécialisées de l'ONU, vassalisées.

L'ONU risque alors de subir le sort de la défunte SDN, et elle est déjà traitée comme telle par le G7. Cette situation plus qu'alarmante rappelle déjà, mutatis mutandis bien entendu, les époques qui ont précédé les grandes guerres mondiales.

A ces perspectives qui n'ont rien à offrir aux peuples il nous faut donc opposer un autre dessein, celui de la construction d'un monde véritablement multipolaire, seul moyen de promotion de la démocratisation des sociétés, du respect des droits des peuples et du progrès social.

9. L'alternative : la construction d'un monde multipolaire

Commençons par un point de théorie sociale fondamental pour suivre la suite de nos propositions.

Le capitalisme n'est pas un « système de développement », qu'on pourrait opposer, par exemple, à la « doctrine socialiste ». Je crois nécessaire de distinguer ici la réalité de ce que produit le capitalisme, c'est à dire l'expansion du capital, du concept de « développement ». Le premier phénomène, étudié comme une réalité sociale doit l'être aux deux niveaux de sa tendance immanente (abstraite) et de sa réalité historique (concrète). Le concept de développement par contre est un concept idéologique par nature. Il permet de « juger » les résultats à l'aune de critères définis a priori, ceux là même qui définissent un projet sociétair. Ce dernier peut-être plus ou moins radical, proposer des contenus différents des concepts de liberté ou d'égalité, de libération humaine ou d'efficacité etc. ...

Le mélange – ou la confusion – des deux concepts – la réalité (l'expansion capitaliste) et le souhaitable (le développement dans un sens défini) est à l'origine de bien des déboires des critiques des politiques mises en œuvre. Car les discours dominants font systématiquement l'amalgame ; ils proposent des moyens permettant l'expansion du capital ; ils qualifient de développement ce qui en résulte, ou pourrait en résulter selon eux. Or la logique de l'expansion du capital ne suppose aucun résultat qualifiable en termes de développement. Elle ne suppose pas, par exemple, le plein emploi, ou une dose désignée à l'avance d'inégalité (ou d'égalité) dans la répartition du revenu. La logique de cette expansion est guidée par la recherche du profit par les entreprises. Cette logique peut entraîner dans certaines conditions l'expansion de l'emploi, dans d'autres, sa réduction, peut réduire les inégalités de revenus ou les accentuer, selon les circonstances.

Ici encore la confusion entretenue entre le concept « d'économie de marché » et « d'économie capitaliste » est à la source d'un affaiblissement dangereux de la critique adressée aux politiques mise en œuvre. Le « marché », qui fait référence par nature à la concurrence, n'est pas le « capitalisme », dont le contenu est précisément défini par les limites à la concurrence que le monopole de la propriété privée (de certains, à l'exclusion des autres donc) implique. Le « marché » et le capitalisme constituent deux concepts distincts.

Toujours est-il que le capitalisme réellement existant ne fonctionne pas comme un système de concurrence entre les bénéficiaires du monopole de la propriété – concurrence entre eux et contre les autres. Son fonctionnement exige l'intervention d'une autorité collective représentant le capital dans son ensemble. L'Etat n'est donc pas séparable du capitalisme. Or les politiques du capital, donc de l'Etat en tant que représentant de celui-ci et dans la

mesure où il l'est, ont leur logiques (concrètes) d'étapes, propres. Ce sont ces logiques qui expliquent que, dans certains de ses moments, l'expansion du capital entraîne la progression de l'emploi, dans d'autres sa régression. Ces logiques ne sont donc pas l'expression de « lois du marché », formulées dans l'abstrait en tant que telles, mais des exigences de la rentabilité du capital dans certaines conditions historiques.

L'idée que je me fais des « lois de l'histoire », exprimé ici par la logique de l'expansion du capital, n'est donc pas déterministe. Je ne fais pas de ces « lois de l'expansion capitaliste » une force quasi surnaturelle qui s'impose. Je ne crois pas à l'existence d'un déterminisme historique antérieur à l'histoire. Au contraire, j'avance que ces tendances inhérentes à la logique du capital se heurtent toujours à la résistance de forces qui n'en acceptent pas les effets. L'histoire réelle est alors le produit de ce conflit entre la logique de l'expansion capitaliste et celles qui découlent de la résistance de forces sociales à son expression. Dans ce sens l'Etat est rarement simplement l'Etat du capital, il est aussi le produit du conflit entre le capital et la société.

Par exemple l'industrialisation de la périphérie au cours de l'après guerre 1945-1993 n'est pas le produit naturel de l'expansion capitaliste, mais celui des conditions posées à celle-ci par les victoires de la libération nationale qui a imposé cette industrialisation à laquelle le capital mondialisé s'est ajusté. Par exemple l'érosion de l'efficacité de l'Etat national, produite par la mondialisation capitaliste, n'est pas un déterminant décisif et irréversible de l'avenir. Au contraire les réactions nationales à cette mondialisation peuvent imprimer à l'expansion mondiale des trajets imprévus, pour le meilleur ou pour le pire, selon les circonstances. Par exemple les préoccupations issues de l'environnement, qui sont, selon moi, en conflit avec la logique du capital (parce que celle-ci est par nature une logique à court terme) pourraient imprimer à l'ajustement capitaliste des transformations importantes. On pourrait multiplier les exemples.

Ce que je proposerai dans les pages qui suivent procède de cette logique de « l'utopie créatrice ». Car ni l'entêtement libéral, ni les logiques de son rejet néo-fasciste ne permettent de sortir du cercle infernal du chaos.

La réponse efficace aux défis ne peut être trouvée que si l'on retient la leçon de la « Grande Transformation ». L'histoire n'est pas commandée par le déploiement infaillible des « lois de l'économie pure » comme l'imaginent certains professeurs d'université. Elle est produite par les réactions sociales aux tendances que ces lois expriment, qui définissent à leur tour les rapports sociaux dans le cadre desquels ces lois opèrent. Les forces « antisystémiques » - si on appelle ainsi ce refus organisé, cohérent et efficace de la soumission unilatérale et totale aux exigences de ces lois prétendues (ici la loi du profit propre au capitalisme comme système) - façonnent l'histoire véritable autant que la logique « pure » de l'accumulation capitaliste. Elles commandent les possibilités et les formes de l'expansion qui se déploie alors dans les cadres dont elles imposent l'organisation.

La méthode préconisée ici nous interdit de formuler par avance des « recettes » qui permettraient de sortir de la crise, puisque la solution ne peut être que le résultat de transformations dans les rapports de forces sociaux et politiques, elles-mêmes produites par des luttes dont les issues ne sont pas connues à l'avance. On peut néanmoins y réfléchir, dans la perspective de contribuer à la cristallisation de contre projets cohérents et possibles

et, par là même, d'aider le mouvement social à dépasser les « fausses solutions » (néo-fascistes) dans lesquelles, à défaut, il risque de s'enliser.

Le projet d'une réponse humaniste au défi de la mondialisation inauguré par l'expansion capitaliste, ce projet « idéaliste » à l'extrême tel qu'il pourra paraître au lecteur de la suite de ce texte, n'est donc pas « utopique ». Il est au contraire le seul projet réaliste possible, dans ce sens que l'amorce d'une évolution allant dans son sens devrait rallier rapidement des forces sociales puissantes dans toutes les régions du monde, capable d'en imposer la logique.

S'il y a une utopie, au sens banal et négatif du terme, c'est bien celle du projet d'une gestion du système réduite à la régulation par le marché mondial. Comme l'écrit Kostas Vergopoulos, la cohérence nationale recule, mais elle ne cède pas la place à une cohérence mondiale qui reste introuvable.

Une autre méthode – que je qualifierai d'idéaliste – domine dans beaucoup de milieux intellectuels critiques, particulièrement dans le monde anglo-saxon. Il n'est guère possible de passer en revue toutes les propositions qui ont été avancées au cours des dernières années concernant la réforme des institutions de Bretton Woods. Elles sont trop nombreuses et, au demeurant se situent dans des perspectives théoriques et politiques diverses à l'extrême. Les plus radicales proposent un retour au keynésianisme, mais à l'échelle mondiale, une redistribution du revenu au profit des peuples du tiers monde et des travailleurs dans toutes les régions de la planète (une méga-économie stimulante comme l'écrit Walter Mead). Cela impliquerait, à leur avis, des réformes importantes concernant les institutions économiques internationales.

(i) La transformation du FMI en une véritable banque centrale mondiale, ayant le pouvoir d'émettre une véritable monnaie (du genre DTS) prenant le relais de l'étalon dollar, assurant une certaine stabilité des changes et procurant aux pays en développement les liquidités nécessaires à un « ajustement dans la croissance » (on retrouve ici des propositions voisines de celles faites par la CNUCED il y a une vingtaine d'années : l'idée d'un « lien » entre l'émission d'une monnaie internationale et les besoins des pays en développement).

(ii) La transformation de la Banque Mondiale en un Fonds qui collecterait les surplus (des pays comme le Japon et l'Allemagne) pour les prêter non aux Etats Unis mais au Tiers Monde. Cette opération, destinée à relancer la croissance en panne dans les pays en développement, obligerait simultanément les Etats Unis à réduire leur déficit. On souhaite que cette réduction ne soit pas obtenu par le moyen d'un néo-protectionnisme américain associé à une politique exportatrice agressive. Mais alors comment ?

(iii) La création d'une véritable organisation internationale du commerce. Dans ce domaine en général, le principe du libre échange, dont l'OMC est l'avocat, n'est pas remis en cause. L'organisation rénovée pourrait être même plus courageuse que celle en place, toujours contrainte de manœuvrer dans le cadre du compromis, et capable elle d'imposer un multilatéralisme franc. En contrepartie des avantages que les pays en développement tireraient de cette ouverture sincère des marchés du Nord, on leur demanderait des concessions dans les domaines des services (du type TRIP et TRIM). L'expérience de la CEE qui a effectivement à son actif la libéralisation et la multilatéralisation du commerce intra européen, obtenues par des moyens qui ont exclu la

concurrence sauvage (en imposant des standards de respect de l'environnement, de protection sociale etc. ...), est évoquée fréquemment à cet endroit. De surcroît, avance-t-on, la nouvelle organisation atténuerait les aspects négatifs de la constitution de blocs régionaux en évitant qu'ils ne deviennent des « forteresses » protégées à l'intérieur et agressives à l'égard de l'extérieur. L'organisation poursuivrait également d'autres objectifs comme la stabilisation (ou la revalorisation) des matières premières.

(iv) La prise en compte des préoccupations d'environnement pourrait être intériorisée au système de prêts de la Banque Mondiale rénovée. Mais on pourrait même aller plus loin ; amorcer un système de taxation mondiale sur l'énergie, les ressources non renouvelables etc. ... renforçant les moyens de la Banque rénovée ou du Fonds qui lui succéderait et lui permettant de subventionner le respect des préoccupations d'environnement dans les pays pauvres.

(v) La revalorisation du rôle politique des Nations Unies devrait compléter la réforme des institutions économiques. La préoccupation que le développement réanimé par les moyens proposés ici serve d'assise au progrès de la démocratie politique et sociale pourrait de cette manière sortir du champ des vœux pieux. L'aide au développement, multilatéralisée dans ce cadre, pourrait être conditionnée non seulement par le respect des droits de l'individu et de la démocratie politique, mais soutenir des politiques sociales progressistes (assurant la croissance des revenus du travail en parallèle à celle de la productivité, une répartition plus égale du revenu etc. ...). De la même manière la dimension politique nationale du développement mondialisé, coordonné de la sorte permettrait le respect des intérêts légitimes. Par exemple l'autonomie alimentaire.

L'ensemble du projet de réforme du système économique et politique mondial présenté ici procède de l'idée centrale qui ne me paraît pas contestable, à savoir qu'on ne peut relancer le développement que par une redistribution du revenu tant à l'échelle mondiale (en faveur des périphéries) qu'aux échelles sociales (dans les centres et les périphéries au bénéfice des travailleurs et des classes populaires), qu'il faut soumettre le commerce mondial et le mouvement des capitaux à la logique de cette « demand side approach to trade » comme l'écrit Walter Mead.

Encore faut-il reconnaître que des réformes d'une telle ampleur sont en conflit avec les intérêts du capital dominant, parce que cette redistribution réduit dans l'immédiat les marges de profit, même si – « à plus long terme » - elles permettent plus qu'une relance, un essor nouveau, qui pourrait ouvrir des perspectives à la rentabilité d'investissements productifs. Car le capitalisme est un système fondé sur la priorité du court terme qui dicte les décisions du capital, sur le long terme, qui, en cas de nécessité, doit être imposé par l'intervention de l'Etat. J'ai dit que c'était la crainte du « communisme » et de la radicalisation du mouvement de libération nationale des périphéries qui avait été à l'origine de l'adoption des politiques keynésiennes et du soutien au développement dans l'après guerre.

Mais alors on voit immédiatement que le projet, et donc les propositions qui s'inscrivent dans sa logique, est peu réaliste, parce qu'il néglige toute considération d'étape nécessaire pour parvenir au terme de l'évolution. Notre monde réel est et restera longtemps fondé sur une contradiction grandissante entre la mondialisation de l'économie, fondée elle même sur l'intégration tronquée du marché (réduit au commerce et au flux des capitaux, excluant

la liberté des migrations) et la persistance de l'Etat national comme structure de la gestion politique et sociale.

Sur la question importante concernant l'ordre monétaire mondial le projet propose la création d'une banque centrale mondiale, sans que parallèlement ne soit mis en place une institution politique mondiale d'un pouvoir analogue. C'est le thème favori sur lequel Robert Triffin se bat depuis longtemps. C'est aussi d'une certaine manière le choix européen (de Maestricht) : la création d'une monnaie commune (émise par une banque centrale commune) précédant celle d'un pouvoir politique commun. On revient donc aux propositions de Keynes en 1945 : la stabilisation d'un compromis entre les partenaires – Etats Unis, Europe de la CEE, Japon. Mais cette stabilisation est-elle possible ? Ne s'agit-il pas là d'une expression quelque peu naïve ? Comment faire pour que cette gestion commune soit acceptée s'il n'y a pas de règles permettant de légitimer les conséquences de ses décisions sur le sort des nations qui sont parties prenantes du système ? Les économistes, à force de refuser de voir que les choix économiques ne sont praticables que si les compromis politiques et sociaux qu'ils impliquent sont acceptés comme légitimes, alimentent l'utopie économiciste. Une banque centrale européenne (mais non mondiale), n'est peut être pas impossible, mais à condition que l'Europe évolue vers une confédération politique réelle. Celle-ci ne peut être fondée que sur les principes d'un compromis social (de gauche) européen, analogue à cette échelle aux compromis sociaux historiques qui ont fondé des Etats nationaux du continent.

On en vient alors à une proposition alternative, celle de l'élargissement du compromis monétaire pour y inclure les tiers mondes du Sud et de l'Est. C'était la proposition du Nouvel Ordre Economique International, avancée par le groupe des 77 en 1975. Il s'agissait de créer une monnaie internationale – d'abord en parallèle à celles en usage (le dollar, l'or, les autres devises clés) – gérée par la communauté internationale. Les propositions concernant le « lien » entre l'émission de cette monnaie et le développement explicitaient cet objectif. Comme on le sait la proposition a avorté pour donner un instrument monétaire mineur géré par le FMI sous le nom de SDR. La raison de l'échec est, pour moi, évidente : la proposition supposait le problème résolu, c'est à dire que les centres acceptaient de soutenir un développement accéléré et relativement autonome des périphéries. L'instrument monétaire était mis au service de cet objectif, utopique puisqu'en contradiction avec la polarisation produite par le capitalisme réellement existant.

Toutes ces propositions idéalistes placent donc la charrue avant les bœufs. Ou plus exactement je dirais que si, sympathiques soient les propositions mentionnées plus haut (et pour moi, elle le sont), une stratégie d'étapes doit être mise en œuvre pour y parvenir.

L'interdépendance négociée et organisée d'une manière qui permette aux peuples et aux classes dominées d'améliorer les conditions de leur participation à la production et leur accès à de meilleures conditions de vie constitue le cadre de ce que j'ai appelé la « construction d'un monde polycentrique ». Elle implique certainement qu'on dépasse l'action dans le cadre des Etats-nations, surtout de ceux de taille modeste ou moyenne, au bénéfice d'organisations régionales à la fois économiques et politiques, permettant des négociations collectives entre ces régions.

Les défis auxquels sont confrontés ces régions et pays sont trop différents pour qu'il soit possible d'envisager pour tous les mêmes formules de développement. Par exemple il n'y a aucun sens à ce que le taux d'intérêt soit le même partout et/ou à laisser les flux de

capitaux libres d'aller là où l'argent est le mieux rémunéré. Des institutions monétaires et financières régionales doivent être construites pour être substituées au FMI tel qu'il est et au marché mondial libre des capitaux monétaires.

L'Europe de la CEE est engagée dans cette voie, bien qu'elle soit « mal partie », ayant développé une conception purement économiciste de son projet (« un marché intégré » sans plus), et se retrouve de ce fait confrontée à la difficulté majeure qui est de se doter d'un pouvoir politique commun lui correspondant. Or tant que le volet social du projet restera, comme il l'est, une coquille creuse, le marché commun engendrera des conflits sociaux, et à partir de là nationaux, insurmontables. C'est la raison pour laquelle j'ai dit que l'Europe sera de gauche ou ne sera pas.

L'Europe de l'Est pourrait-elle être intégrée dans ce système européen ? Peut être, mais à condition aussi que dans leurs rapports internes les Européens de l'Ouest ne voient pas dans ceux de l'Est leurs « latino américains ». Le développement inégal des Europes, pour être surmonté, exigerait alors une sous organisation propre à l'Europe de l'Est, articulée sur des institutions pan européennes, mais tolérant des règles du jeu différents pour chaque moitié du continent. Une longue transition est donc nécessaire avant d'entrer dans la phase ultérieure de l'intégration pan européenne économique et politique.

La Russie et les Etats de l'ex URSS sont dans une situation de même nature, même si, par sa taille, la Russie reste potentiellement une grande puissance. La reconstruction d'une coopération intégration des pays de l'ex URSS est une étape nécessaire, si l'on veut écarter le danger explosif d'une accusation de leur développement inégal.

Les problèmes des régions du tiers monde sont différents dans la mesure où leur « sous développement » est plus marqué. De ce fait : (i) ces pays et régions sont moins profondément intégrés dans le système productif mondialisée en construction. A part la Corée, Taiwan et Singapour qui sont peut être les seules exceptions importantes (Hong Kong étant intégré à la Chine), dans tous les autres pays semi industrialisés du tiers monde seuls des segments limités du système productif sont intégrés à la nouvelle économie mondialisée ; (ii) ils sont simultanément moins intégrés entre eux, et même pratiquement pas du tout, surtout en ce qui concerne les pays du « quart monde » ; (iii) ils sont inégalement développés et l'essor de l'après guerre a accusé cette inégalité, qui sépare désormais le groupe des pays semi industrialisés de ceux du quart monde ; enfin (iv) pour toutes ces raisons ils sont attirés par des associations régionales Nord Sud qui opèrent au détriment de leur autonomie collective.

Je renvoie ici le lecteur aux propositions que j'ai avancées dans cet esprit avec quelque détail concernant leur argumentation. Il s'agit en effet d'une conception nouvelle des régionalisations requises, différentes de celles conçues dans le cadre du système actuel dominant. Ces dernières sont constituées comme des courroies de transmission de la mondialisation polarisante, en rattachant des zones périphériques à des centres dominants se partageant de la sorte les responsabilités du « colonialisme global ». L'ALENA (Association de Libre-Echange Nord Américaine, rattachant le Mexique aux Etats Unis et au Canada), les accords de Lomé (l'Association Union Européenne Afrique, Caraïbes et Pacifique), les concepts de la zone Yen (Japon-Asie du Sud est) et du projet de « zone Pacifique » (Etats Unis, Japon, Australie et pays riverains de l'océan) relèvent de ce concept néo-impérialiste inadéquat si l'on tient à l'objectif souhaitable de réduction des écarts. Les simples « marchés communs » régionaux (comme Mercosur en Amérique du

Sud, l'ECOWAS en Afrique de l'Ouest et le PTA en Afrique de l'Est et australe) comme les organisations politiques communes héritées de la guerre froide (l'ASEAN en Asie du Sud est) ont également fait l'objet de critiques sévères que je leur ai adressées ailleurs.

En contrepoint de ces visions inadéquates de la régionalisation j'ai donné quelques arguments en faveur de reconstructions construites simultanément aux plans régionaux et mondiaux, particulièrement dans les domaines des échanges commerciaux, des marchés de capitaux et des systèmes monétaires. J'y renvoie donc le lecteur, me contentant de rappeler ici quelques unes de mes conclusions :

(i) Il est nécessaire de concevoir la nouvelle Organisation Mondiale du Commerce non comme la poursuite du GATT, mais comme une institution chargée de planifier (j'ose utiliser le terme) l'accès à l'usage des grandes ressources naturelles du globe et les prix des matières premières, sans quoi le discours sur l'environnement restera une rhétorique creuse, démagogique et manipulée contre les intérêts de l'humanité en général, des peuples de la périphérie en particulier. L'OMC devrait également être responsable des plans objectifs d'échanges industriels inter-régionaux conciliant la compétitivité générale, une répartition favorable à la progression des régions défavorisées et la création de conditions permettant l'amélioration des revenus des classes de travailleurs les plus défavorisés.

(ii) Il est nécessaire de concevoir la mise en place de marchés organisés de capitaux permettant de canaliser les excédents financiers vers l'investissement productif dans les périphéries, prenant la relève du marché global qui, tel qu'il est, favorise les transferts des pays les plus pauvres vers les plus riches et canalise les excédents en direction des Etats Unis dont ils permettent de perpétuer le déficit.

(iii) Il est nécessaire de repenser le système monétaire global, désormais caduc, et de substituer aux changes flottants et à l'étalon dollar des systèmes articulant des ensembles monétaires régionaux (dont l'ensemble européen, mais d'autres également concernant chacune des grandes régions du tiers monde et de l'ex URSS) de manière à garantir une relative stabilité des changes et à renforcer l'efficacité des marchés de capitaux évoqués plus haut.

Les régions qu'on peut concevoir dans l'esprit de ces transformations ne constituent pas seulement des ensembles économiques d'intégration préférentielle. Elles doivent être également construites comme des espaces politiques favorisant le renforcement collectif des positions sociales des classes et sous régions défavorisées. Cette régionalisation ne concerne pas seulement les continents du tiers monde (l'Amérique latine, le monde arabe, l'Afrique subsaharienne, l'Asie du Sud est, les deux pays continents : la Chine et l'Inde) mais également les Europes (l'Europe de l'Union Européenne, l'Europe orientale, l'ex URSS).

Dans cette perspective conciliant mondialisation et autonomies locales et régionales (ce que j'appelle une déconnexion cohérente avec les défis nouveaux), place est faite pour une révision sérieuse des concepts « d'aide », comme aux problèmes de démocratisation du système des Nations Unies, qui pourrait alors s'atteler efficacement à des objectifs de désarmement (rendus possibles par les formules de sécurité nationale et régionale associées à la reconstruction régionale), amorcer la mise en place d'une fiscalité mondialisée (en relation avec la gestion des ressources naturelles de la planète), compléter l'organisation

inter Etats qu'est l'ONU par l'amorce d'un « Parlement mondial » capable de concilier les exigences de l'universalisme (droits de l'individu), des collectivités et des peuples, droits politiques et sociaux etc. ... et la diversité des héritages historiques et culturels.

Bien entendu l'ensemble de ce « projet » n'a de chance de voir sa réalisation avancer progressivement que si d'abord à l'échelle des Etats Nations se cristallisent des forces sociales et des projets capables de véhiculer les réformes nécessaires, impossibles dans le cadre imposé par le libéralisme et la mondialisation polarisante. Qu'il s'agisse de réformes sectorielles (comme celles concernant la réorganisation de l'administration, la fiscalité, l'éducation, les formules de développement participatoire soutenu) ou de visions plus générales de la démocratisation des sociétés et de leur gestion politique et économique, ces étapes préliminaires sont incontournables. Sans elles, la vision d'une réorganisation planétaire capable de faire sortir le monde du chaos et de la crise et de faire « redémarrer le développement » restera fatalement parfaitement utopique.